

« SITUATION DE L'ITALIE, REALITE ET PERSPECTIVE »

Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica.....	7
« <i>La relation franco-italienne, histoire et contenu</i> » par M. Loïc Hennekinne, Ambassadeur de France en Italie de 2002 à 2005, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica	8
« <i>La crise démographique et la question migratoire</i> » par M. Gérard-François Dumont, Professeur à l'université Paris-Sorbonne, président de la revue <i>Population & Avenir</i> , auteur de <i>Géographie des populations</i> (Armand Colin, 2018) et co- auteur avec Pierre Verluise de <i>Géopolitique de l'Europe</i> (PUF, 2016).....	13
« <i>Considérations macro-économiques sur la situation italienne</i> » par M. Olivier Passet, Directeur des synthèses chez Xerfi	31
« <i>La question monétaire : l'euro est-il responsable de la crise italienne ?</i> » par M. Jean-Michel Naulot, Membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, auteur de <i>Éviter l'effondrement</i> (Seuil, 2017), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica	48
« <i>Le regard de l'historien sur la nation italienne</i> » par M. Gilles Pécout, Recteur chancelier de l'académie de Paris et de la région d'Île-de-France, professeur des universités à l'École normale supérieure (Ulm), historien de l'Italie	54

« *L'implosion du système politique italien. Que penser du populisme comme grille de lecture ?* »

par M. Marc Lazar,

Professeur des universités en histoire et sociologie politique à Sciences Po

spécialiste de la vie politique italienne..... 65

Conclusion : « *La crise italienne, miroir de la crise européenne ?* »

par M. Jean-Pierre Chevènement,

Président de la Fondation Res Publica..... 74

Débat

final..... 78

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

Nous avons réuni ce soir un beau plateau sur « La situation de l'Italie, réalité et perspectives », une question actuelle, très intéressante.

Je salue M. Stefano Canzio, conseiller politique de l'ambassade d'Italie, qui nous fait l'honneur d'être présent ce soir

Je suis reconnaissant à Loïc Hennekinne d'avoir accepté de piloter ce colloque. S'il connaît bien l'Italie pour avoir été ambassadeur à Rome, il a aussi représenté la France au Japon, en Indonésie et a occupé le poste de Secrétaire général du Quai d'Orsay.

Il est entouré de plusieurs invités éminents :

Le professeur Gérard-François Dumont, professeur à l'université Paris-Sorbonne, président de la revue *Population & Avenir*, nous a déjà fait bénéficier de sa pensée toujours aiguë. Lors d'un récent colloque, il avait traité de l'aménagement du territoire¹, sujet, lui aussi, très actuel.

M. Olivier Passet, économiste, est directeur des synthèses chez Xerfi, grand institut d'études économique.

M. Jean-Michel Naulot, banquier, a été membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers, il est l'auteur d'un essai toujours actuel, *Éviter l'effondrement*², dans lequel il nous explique comment éviter la catastrophe... mais nous n'en prenons pas le chemin !

Gilles Pécout nous fera bénéficier du regard de l'historien de l'Italie. Il est aussi recteur chancelier de l'académie de Paris et de la région d'Île-de-France.

Enfin, nous entendrons Marc Lazar, professeur des universités en histoire et sociologie politique à Sciences Politique, spécialiste de l'Italie contemporaine.

¹ *Le bouleversement territorial en France : bilan et perspectives*, intervention de G.-F. Dumont lors du colloque « Désertification et réanimation des territoires » du 27 février 2018.

² *Éviter l'effondrement (Les politiques nous préparent une catastrophe financière pire que la précédente)*, Jean-Michel Naulot (éd. du Seuil, janvier 2017).

Je donne tout de suite la parole à Loïc Hennekinne.
Monsieur l'ambassadeur de France, vous avez la parole.

LOÏC HENNEKINNE

La relation franco-italienne, histoire et contenu

Je vais essayer de mettre en perspective cet échange de vues sur l'Italie.

À ma connaissance, c'est la première fois que la Fondation Res Publica consacre un colloque à ce seul pays³, ce qui en soi est significatif.

Il est vrai que j'ai passé quelques temps à m'occuper de l'Italie. Je suis reconnaissant à la langue italienne car elle m'a permis de choisir la carrière diplomatique à la sortie de l'ENA. On m'a donc immédiatement affecté aux affaires de l'Europe méridionale dont l'Italie. C'est aussi en Italie que j'ai terminé ma carrière puisque, après avoir été Secrétaire général du Quai d'Orsay, on m'a proposé le Palais Farnese.

À travers ces contacts assez nombreux que j'ai eus avec les Italiens, j'ai pu me faire une idée de ce qui, parfois, peut provoquer des malentendus entre nous.

L'Italie est l'un de nos très proches voisins.

La population française (66,3 millions d'habitants) et la population italienne (60,8 millions d'habitants) sont très proches. Nos deux pays ont un PIB comparable, avec un petit avantage à la France. La France et l'Italie sont, l'une pour l'autre, le deuxième partenaire commercial. Pourtant nous semblons nous intéresser moins à l'Italie qu'à d'autres pays européens.

Rome vit mal l'insuffisante attention portée par ce grand voisin qu'est la France.

Il est vrai qu'au cours de l'histoire, nous avons eu maille à partir avec ce qui n'était pas encore une Italie unie. Déjà, sous les Valois, dès la fin du XV^e siècle, nous avons multiplié les incursions dans les territoires italiens. Nous n'étions pas les seuls. Les incursions venaient également des Musulmans, des Espagnols,

³ Lors du colloque organisé par la Fondation Res Publica le 18 février 2008, « *Quel gouvernement économique de la zone euro ?* », Loïc Hennekinne était intervenu sur « *L'Italie et l'euro* ».

des Autrichiens. Mais ces « guerres d'Italie » n'ont pas toujours laissé un bon souvenir aux populations italiennes, parce que nos soldats se comportaient comme une soldatesque classique.

Cela dit, il y a eu aussi des éléments positifs entre l'Italie et la France. Napoléon III, au milieu du XIX^e siècle, avait réussi à convaincre Cavour, alors le grand homme de l'Italie, de la nécessité de réunir les provinces italiennes qui avaient toujours vécu leur vie propre. En dépit de la force, de la puissance de cet esprit provincial (parfaitement décrite dans l'ouvrage de Malaparte sur l'Italie), Cavour a réussi à rallier ses compatriotes et l'État italien est né en 1861. La France avait aussi coutume de guerroyer avec l'Autriche qui elle-même faisait de fréquentes incursions en Italie. C'est grâce à une victoire sur l'Autriche que les Italiens ont pu récupérer Venise et la Vénétie, ce dont ils nous sont très reconnaissants. Les souvenirs que nous avons laissés sont donc loin d'être tous négatifs.

Mais c'est l'alliance de Mussolini avec Hitler, en 1939, qui a perturbé durablement les relations franco-italiennes. À la fin de la guerre, assez naturellement, la France s'est vu attribuer un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies, alors que l'Italie, comme l'Allemagne, en était évidemment exclue. Cette situation au sein des Nations unies a toujours été mal ressentie par les Italiens.

Un autre élément a joué : sous la III^e et la IV^e Républiques, la France politique était une France laïque peu encline à s'intéresser à un pays dirigé par des démocrates chrétiens. J'éprouvais moi-même dans ma jeunesse des réserves vis-à-vis de ce pays dirigé par des catholiques (même si j'avais fait toutes mes études chez les catholiques). Il y avait bien en France un parti très imprégné de catholicisme, le MRP (Mouvement Républicain Populaire). Mais le MRP n'a jamais réussi à s'imposer véritablement et il n'était pas suffisant, vis-à-vis des Italiens, pour balancer cette réticence que nous avions à l'égard de la démocratie chrétienne.

Il ne faut pas sous-estimer les évolutions pédagogiques. J'appartiens à une génération où les deux tiers des élèves faisaient du latin de la Sixième à la Première ou à la Terminale. Ils s'imprégnaient de Rome, de la culture romaine, de notre passé commun avec l'Italie. L'étude du latin, la connaissance de la culture et de la civilisation italiennes constituaient un élément fondamental qui a été perdu. Selon les statistiques officielles de l'Éducation nationale, aujourd'hui, moins de 20 % des élèves commencent le latin en Cinquième (et le pourcentage tombe à 14 % en Troisième, 3 % en Première et en Terminale). Les

Français se sont donc éloignés petit à petit de ce fondement de la culture italienne et se sont cherché d'autres héros dans les journaux ou à la télévision. Il ne s'agissait ni de merveilleux peintres ni de grands écrivains mais ils s'appelaient Fausto Coppi, Gino Bartali (champions cyclistes), ou encore Rossellini, Fellini et la Masina (Giuletta Masina, épouse de Federico Fellini). Ce n'était pas tout à fait au même cran. C'est l'une des raisons pour lesquelles Rome s'est sentie quelque peu déconsidérée par les Français.

Il faut néanmoins noter des efforts de rapprochement politico-diplomatiques.

J'ai le souvenir qu'en février 1982 François Mitterrand, invité par Sandro Pertini, avait proposé de créer, comme c'était déjà le cas avec d'autres pays, un « sommet » annuel franco-italien (il paraît que c'est Gilles Martinet qui en avait eu l'idée). C'était une bonne idée.

Mais la lecture des comptes rendus de tous ces conseils franco-italiens s'est avérée décevante. En effet la partie italienne a toujours été réticente à évoquer les problèmes politico-diplomatiques car, lorsque nous n'étions pas sur les mêmes lignes, ils privilégiaient systématiquement la position américaine. On parlait donc essentiellement de coopérations dans le secteur industriel, de la possibilité d'avoir des opérations communes. On parlait aussi un peu de culture. Mais je dois dire que la lecture de ces comptes rendus m'a consterné et j'ai trouvé que nos présidents avaient du mérite d'avoir persévéré. Je ne résiste pas à l'envie de vous livrer une perle : lors d'un de ces sommets, les Italiens ont reproché aux Français ... d'abuser de leur droit de veto au sein du Conseil de sécurité ! En fait, cela se passait en 2003, après la décision américaine d'envahir l'Irak et, bien entendu, avant ce conseil franco-italien, Rome avait téléphoné à Washington pour savoir quel discours tenir ! Il faut reconnaître qu'il est un peu difficile, dans ce contexte, d'entretenir des liens étroits.

Cela a bien sûr évolué au cours des années selon les présidents italiens. Certains étaient plus ouverts à une discussion large. Je pense à une période que j'ai connue : l'arrivée de Silvio Berlusconi, sans doute l'un des hommes politiques italiens qui connaissaient le mieux la France où il était venu très jeune pour chanter dans les bars... Certes, sa connaissance n'était pas toujours d'une finesse extraordinaire. J'ai assisté à des sommets franco-italiens où, à table, Berlusconi sortait des énormités, en présence de dames d'ailleurs. Mais il avait des choses à dire à ses homologues français, ce qui n'avait pas été le cas de tous ses prédécesseurs. Cela a donné un peu de tonus à ce qu'avaient été jusque-là ces rencontres entre les présidents français et leurs homologues italiens car on ne peut pas dire que la démocratie chrétienne avait stimulé la relation entre la

France et l'Italie. Les dix années de Berlusconi puis, ensuite, le centre-gauche, ont apporté un peu d'esprit nouveau.

Tout cela se traduit du côté de Rome par une certaine rancœur à notre égard et – j'en viens à la politique intérieure italienne – un mal-être des Italiens vis-à-vis des partis traditionnels, ce qui a permis de voir apparaître de nouveaux acteurs qui n'étaient plus la démocratie chrétienne mais de nouvelles structures comme la Ligue du Nord (LN) de Umberto Bossi ou le mouvement *Cinque Stelle* (Mouvement 5 étoiles) à quelques années de différence. À l'époque où j'étais ambassadeur, on n'identifiait à peu près personne au sein de *Cinque Stelle* sauf Beppe Grillo que l'on connaissait comme comique par la télévision. On a assisté au remplacement des anciens partis par ces deux nouveaux mouvements qui ont tous les deux dépassé les 30 % lors des dernières élections, c'est-à-dire qu'ils pouvaient, s'ils arrivaient à s'entendre, être majoritaires et se partager les ministères.

Voilà ce qu'a été l'évolution de l'Italie et de la relation franco-italienne. Bernard-Henri Lévy, commentant dans un article récent le livre du directeur de *La Stampa*, Maurizio Molinari, a parlé de « la haine amoureuse de la nation sœur française ». Le mot « haine » est trop fort à mes yeux mais on peut parler de malentendu et nous avons parfois du mal à comprendre que nos amis italiens attendent beaucoup plus de nous.

Bien que j'aie essayé pendant trois ans de convaincre Paris de cette nécessité d'être plus allant avec les responsables italiens, je ne peux que constater, à la lumière de l'interprétation de cet Italien, que nous n'avons pas tout à fait réussi.

Il y a donc du travail pour l'avenir.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Loïc Hennekinne, pour cet exposé qui nous instruit beaucoup parce qu'il a valeur de témoignage de la part d'un grand acteur des relations internationales.

Je voudrais quand même préciser que nous avons un projet de colloque sur la France et l'Italie depuis près d'une quinzaine d'années. Nous étions en très bonnes relations avec Gerardo Marotta, fondateur de l'Institut italien d'études philosophiques, mécène, établi à Naples. Giorgio Napolitano, que j'avais connu

lorsqu'il était ministre de l'Intérieur (1996-1998), et qui devint plus tard président de la République italienne (2006-2015), s'était dit intéressé. Et si ce colloque n'a jamais eu lieu c'est probablement parce que, assumant la présidence de la commission des Affaires institutionnelles au Parlement européen (1999-2004), Giorgio, peut-être, ne souhaitait pas trop voir se développer les relations bilatérales. Il privilégiait la voie de l'intégration européenne. C'est en tout cas ce que je pense avec le recul, bien que nous ayons toujours eu des relations très amicales, notamment à l'occasion de sa venue à Paris, comme président de la République italienne, il y a quelques années.

J'ajouterai que nous étions fascinés par l'Italie quand, dans le CERES des années 70, nous regardions vers le compromis historique qui s'esquissait entre le Parti communiste italien (PCI) de Berlinguer et la démocratie chrétienne, ce qui aurait évidemment révolutionné beaucoup de choses (c'était l'époque, en France, de l'union de la gauche). Je me souviens d'une visite *Via delle Botteghe Oscure* (« Rue des Boutiques obscures »)⁴. À cette époque nous allions voir les dirigeants du PCI pour prendre des leçons, pour les écouter. On attendait beaucoup d'eux et eux-mêmes se considéraient comme des aînés dans la famille des partis communistes d'Europe occidentale. Nous n'étions pas du tout communistes, puisque nous étions au Parti socialiste, mais nous avions fait la stratégie de l'union de la gauche l'axe de notre projet. Nous avons donc bien connu à cette époque toute l'équipe qui dirigeait le PCI. On sait ce qui est arrivé : avec l'assassinat d'Aldo Moro, la page du compromis historique a été tournée. Mais c'est une autre affaire.

Je me tourne maintenant vers le professeur Dumont qui va nous éclairer de sa science, qui est immense, notamment sur les questions de démographie et d'immigration qui sont quand même des problèmes qui se posent aujourd'hui avec plus d'acuité qu'hier.

⁴ Au numéro 5 est choisi se trouve le siège du Parti communiste italien (surnommé le *Bottegone*, « Grande boutique »).

La crise démographique et la question migratoire

Monsieur le ministre,
Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les préfets,
Chers collègues et chers amis,

Je me sens tenu, après cette première intervention remarquable de Monsieur l'ambassadeur, d'ajouter un témoignage. Lorsque j'étais recteur de l'académie de Nice, constatant l'importance des liens entre l'Italie et les Alpes-Maritimes, où nombre d'Italiens se rendaient pour des raisons économiques ou touristiques, j'avais souhaité y développer l'enseignement de l'italien. En effet, j'avais simplement constaté que les jeunes qui maîtrisaient l'italien avaient davantage de chances de trouver un stage, puis un emploi. C'est alors que je fus convoqué à Paris où on m'expliqua que la langue italienne n'avait plus aucun intérêt et que, par conséquent, j'avais pris une décision complètement absurde. J'avais développé mes arguments et, comme je sentais qu'ils éprouvaient des difficultés à être reçus, j'ai répondu que la déconcentration m'autorisait à la prendre. Cette anecdote me semble illustrer ce que vous avez dit, Monsieur l'ambassadeur.

Je ne vais pas proposer une réflexion sur les migrations et la politique migratoire de l'Italie. Chacun a certainement ses idées sur la question, sur l'attitude des autres pays européens vis-à-vis de l'Italie au cours de ces dernières années. En revanche, aucune analyse sérieuse ne peut être faite si on ne tient pas compte des faits, comme me l'a enseigné mon maître Alfred Sauvy.

Je vais donc simplement inviter à prendre la mesure des évolutions naturelles et migratoires de l'Italie.

L'Italie vit ce que j'appelle un « hiver démographique »⁵, c'est-à-dire que la fécondité y est inférieure au seuil de remplacement depuis plusieurs décennies. Cet « hiver démographique », particulièrement froid, n'est pas compensé par l'attraction migratoire, même si cette dernière contraste désormais avec la majeure partie de l'histoire de l'Italie des XIX^e et XX^e siècles.

Je commencerai par mettre en évidence l'intensité de « l'hiver démographique » en Italie avant de spécifier son attraction migratoire, de dresser un bilan et de tracer des perspectives.

Pour bien appréhender la question de l'Italie, dont la population est estimée à 60,6 millions d'habitants en 2018⁶, je vous propose de comparer ses évolutions avec celles des trois autres pays les plus peuplés de l'Union européenne⁷ : la France (plus précisément la France métropolitaine⁸, 65,1 millions), l'Allemagne (dans sa délimitation actuelle, 82,8 millions) et le Royaume-Uni (puisque le Brexit⁹, prévu pour le 29 mars 2019, reste à acter, 66,4 millions¹⁰).

I. L'hiver démographique

Des années 1950 à 1980, la croissance démographique de l'Italie est assez élevée, puis elle devient à peine positive de 1980 à 1992.

⁵ Sur ce concept, ainsi que sur les autres concepts démographiques utilisés dans ce texte, cf. Dumont, Gérard-François, *Géographie des populations. Concepts, dynamiques, perspectives* (Paris, Armand Colin, 2018).

⁶ Sardon, Jean-Paul, « La population des continents et des pays », *Population & Avenir*, n° 740, novembre-décembre 2018.

⁷ Cf. notamment Dumont, Gérard-François, « *La démographie en Europe: En quoi l'étude de l'impact des données démographiques est-elle pertinente?* », Fondation Res Publica, n° 102, 24 octobre 2016.

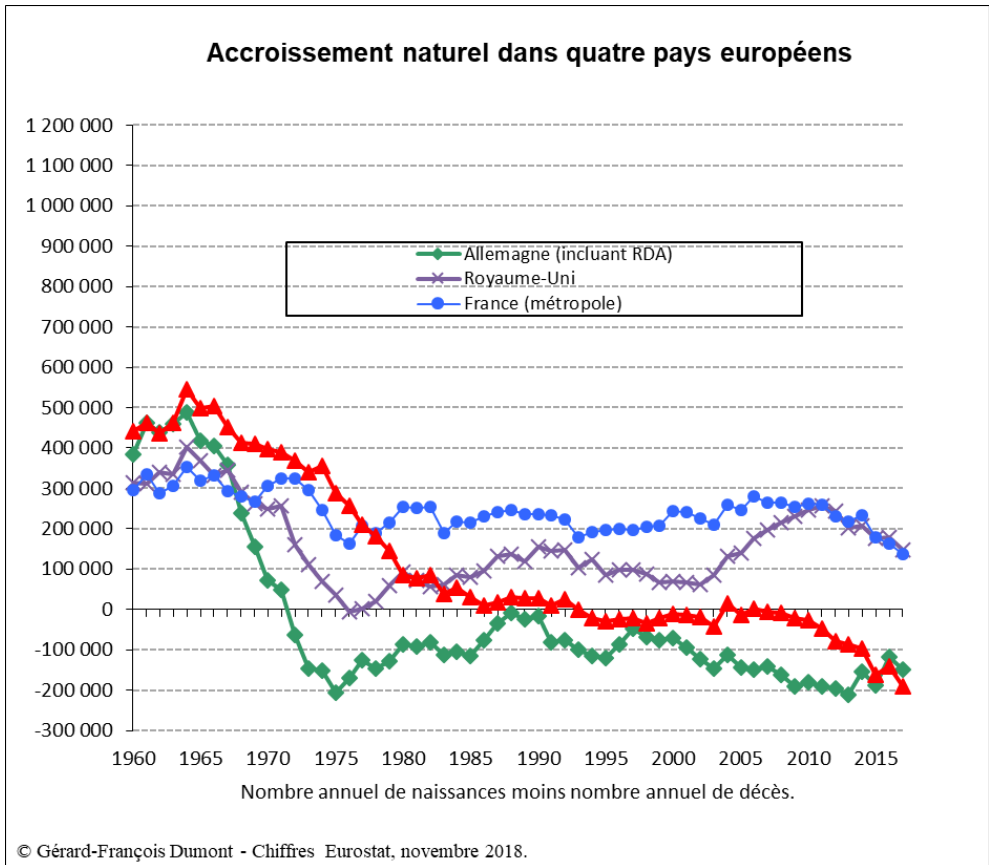
⁸ Car les spécificités et variétés des cinq départements d'outre-mer créeraient de l'hétérogénéité dans les comparaisons.

⁹ Dumont, Gérard-François, « *Brexit: quelles conséquences démographiques ?* », *Population & Avenir*, n° 729, septembre-octobre 2016.

¹⁰ Sur le « derby » démographique France-Royaume-Uni, cf. Zouari, Ilyes, « France - Royaume-Uni : un match démographique très disputé », *Population & Avenir*, n° 717, mars-avril 2014.

Première particularité : l'Italie est en dépopulation depuis 1993. Cela signifie que, depuis cette date, ce pays enregistre chaque année plus de décès que de naissances.

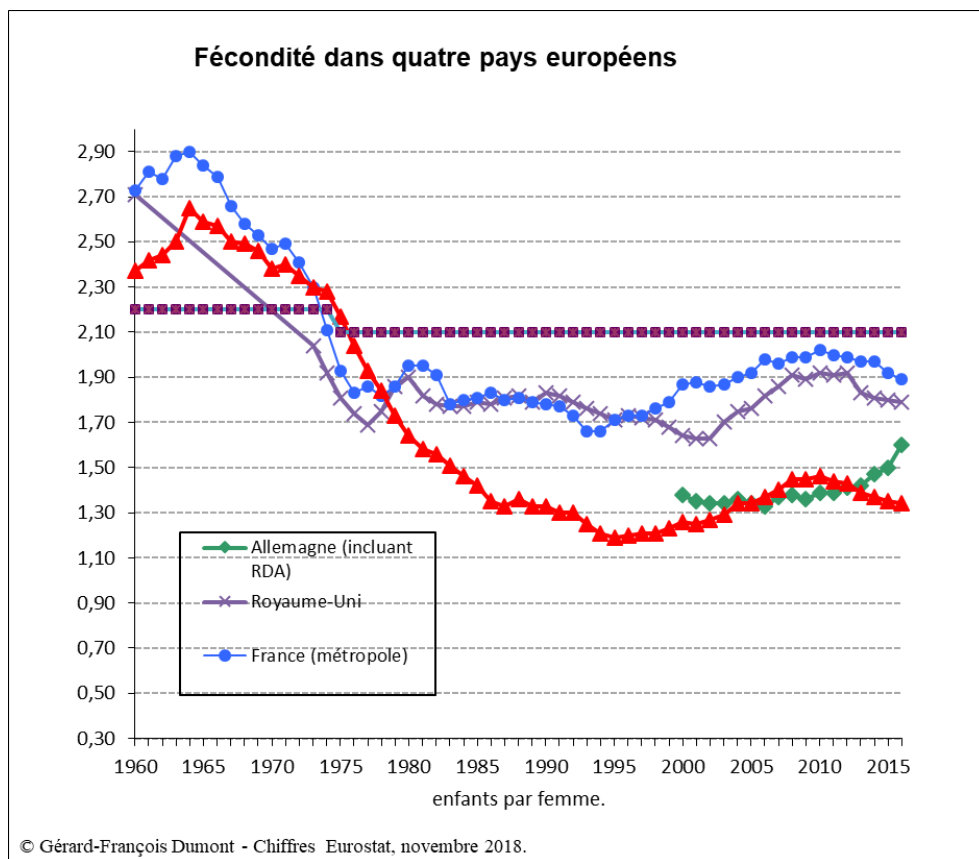
Figure 1. L'accroissement naturel dans quatre pays européens : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni



En considérant le milieu des années 2010, l'Allemagne et l'Italie rivalisent pour la dépopulation la plus élevée. En réalité, la dépopulation a commencé beaucoup plus tôt en Allemagne, dès 1972. Ensuite, il faut noter qu'elle perdure même si elle est atténuée à la fin des années 1980 lors de l'arrivée des Allemands de l'ex-URSS.

Une telle dépopulation, résultant d'un taux de natalité plus faible que le taux de mortalité, est l'effet de cette fécondité¹¹ d'« hiver démographique », selon l'expression que j'ai proposée, puisque le facteur explicatif est la faiblesse du taux de natalité, non le taux de mortalité.

Figure 2. La fécondité dans quatre pays européens : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni



Dans les pays à haut niveau de développement, il faut 2,1 enfants par femme pour assurer le simple remplacement des générations, par exemple pour que 100

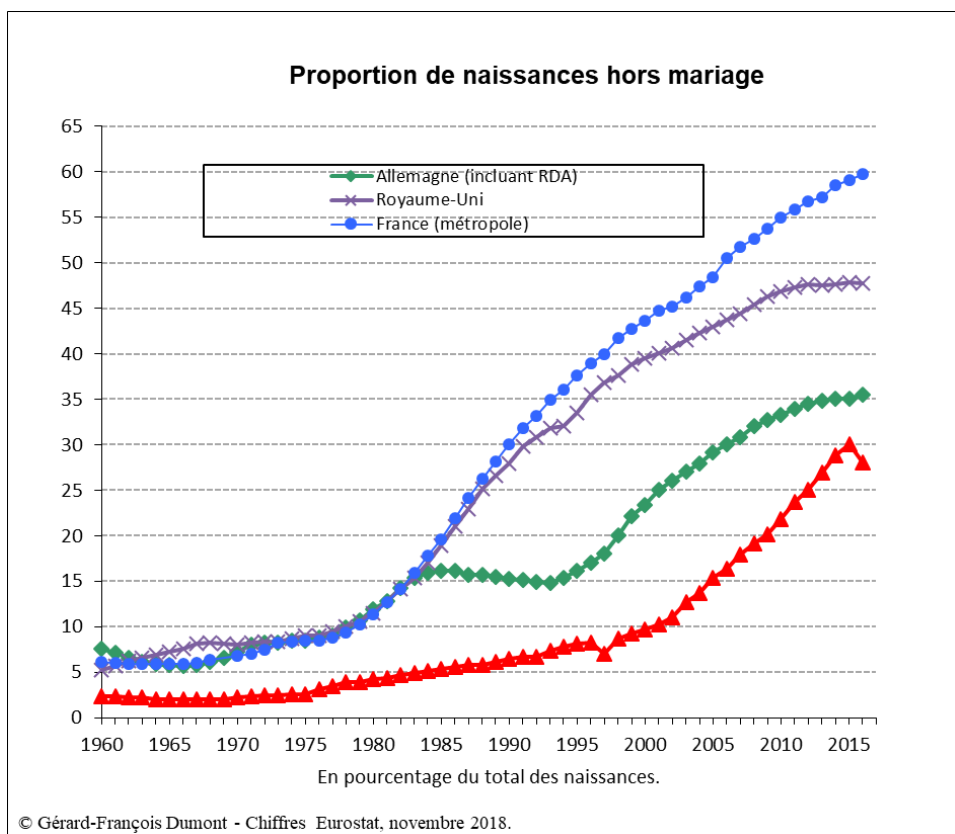
¹¹ Lorsque, sur les figures, des données sérielles sont absentes, cela est dû au fait qu'Eurostat (l'office européen de statistiques) n'a pu les renseigner ou qu'il a été impossible de les compléter par d'autres sources.

femmes italiennes soient remplacées à la génération suivante, trente ans plus tard, par un effectif équivalent de 100 femmes. Dès lors que la fécondité s'abaisse nettement en dessous de cet indice de 2,1 enfants par femme pendant une période significative, on entre dans une situation d'hiver démographique et cette faible fécondité peut finir par engendrer une dépopulation.

Cette faible fécondité, qui est ce qu'on appelle en sciences sociales un « déterminant direct », tient à divers déterminants dits « lointains ». Parmi ces derniers, il faut considérer l'attitude culturelle.

Dans les pays du nord de l'Europe, ainsi qu'en France, l'accueil d'un enfant, par la famille ou par le corps social, est désormais pratiquement semblable, que l'enfant soit né dans le mariage ou hors mariage. En revanche, dans d'autres pays européens – c'est encore le cas en Allemagne, mais plus encore dans les pays du Sud – on considère qu'un enfant doit naître dans le mariage et qu'il ne faut pas « mettre la charrue avant les bœufs ».

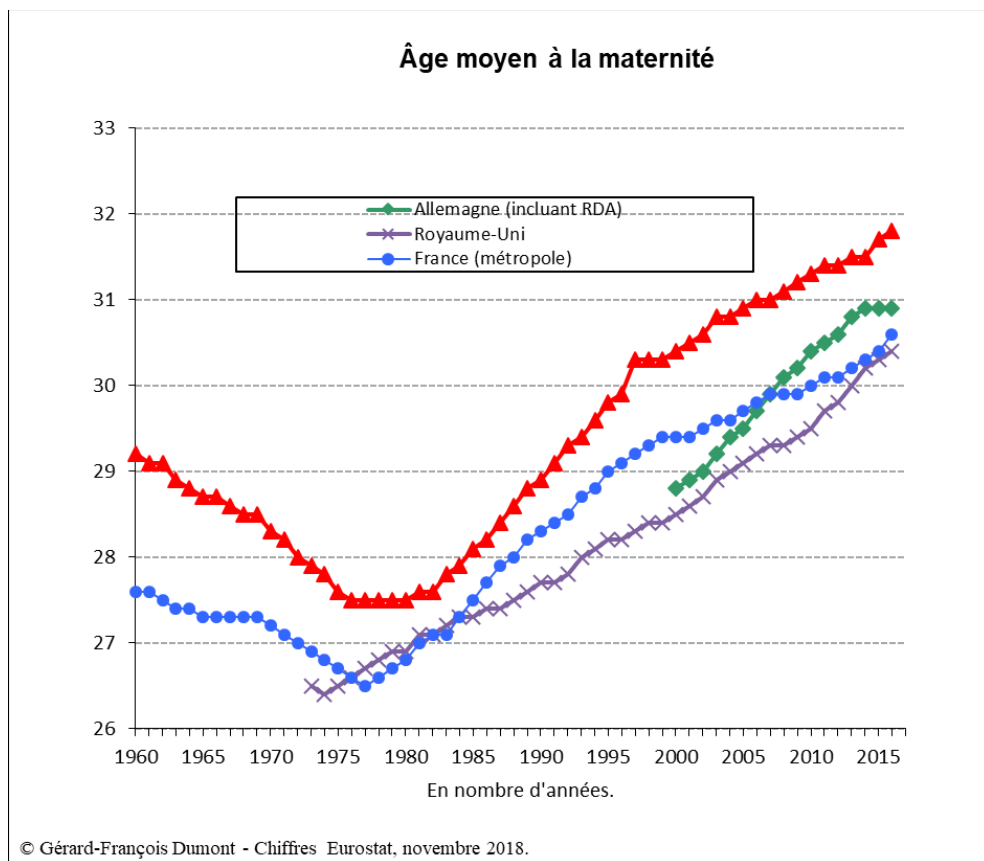
Figure 3. La proportion de naissances hors mariage dans quatre pays européens : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni



Or, en Italie, cette attitude demeure forte. Il en résulte un faible taux de naissances hors mariage, le plus faible des quatre pays considérés, même s'il est plus élevé dans les années 2010 que précédemment. À l'inverse, la France, avec plus de 60 % de naissances hors mariage, a abandonné l'importance donnée au caractère légitime des naissances tel qu'il prévalait encore au début des années 1970, ce qui est un élément favorable à la fécondité.

L'attitude italienne, consistant à guère accepter les naissances hors mariage, repousse leur survenue après le mariage. Or, comme ce dernier survient de plus en plus tard, les naissances sont retardées, et parfois jusqu'à un âge tel qu'elles deviennent impossibles.

Figure 4. L'âge moyen à la maternité dans quatre pays européens : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni



En conséquence, c'est en Italie que l'âge moyen à la maternité est le plus élevé. Or, malgré les progrès de la biologie, l'infertilité augmente avec l'âge chez les femmes comme chez les hommes. D'où, en Italie, un calendrier des naissances très retardé et une raréfaction des familles nombreuses plus intense que dans les autres pays européens. Le modèle de l'enfant unique prédomine et l'« effet Tanguy » est répandu : les jeunes adultes continuent d'habiter chez leurs parents pendant une durée relativement longue, également en raison de l'importance du chômage des jeunes adultes.

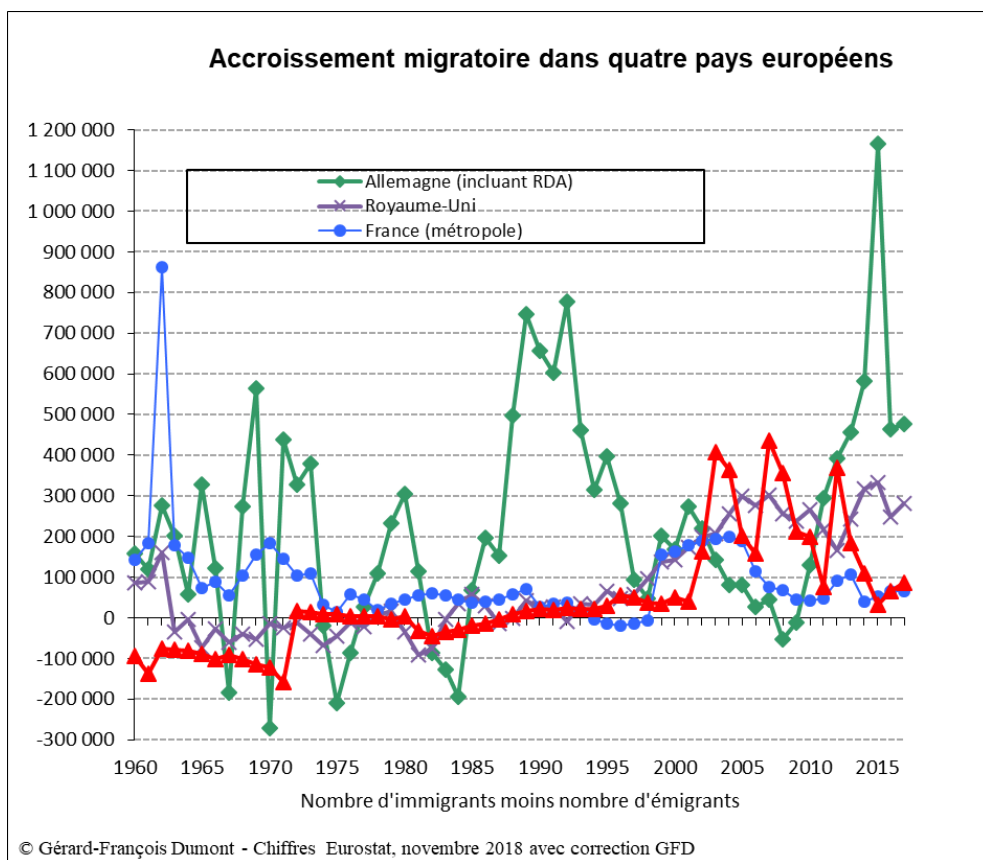
II. L'attraction migratoire

L'on pourrait penser que la dépopulation due à l'intensité de l'hiver démographique, donc le déficit des naissances par rapport aux décès, pourrait être compensée par la fécondité des immigrants. Mais les chiffres présentés dans les figures concernent toutes les naissances enregistrées sur le territoire italien, quelle que soit la nationalité des personnes concernées. Les naissances des immigrants sont donc déjà décomptées.

L'attraction migratoire de l'Italie est un phénomène récent¹². Pendant des décennies, avant les années 1970, l'Italie a été un grand pays d'émigration : émigration vers la France (le nombre de Français d'origine italienne est considérable), émigration vers l'Amérique du Nord, notamment les États-Unis, émigration aussi vers l'Amérique latine, dont le Brésil, l'Argentine etc.

¹² Cf. Terranova, Giuseppe, « L'attractivité de l'Italie : diversité territoriale et politique nationale », *Population & Avenir*, n° 698, mai-juin 2010 ; Manni, Franz, « Italie : la longue histoire des migrations », *Population & Avenir*, n° 714, septembre-octobre 2013.

Figure 5. L'accroissement migratoire dans quatre pays européens : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni

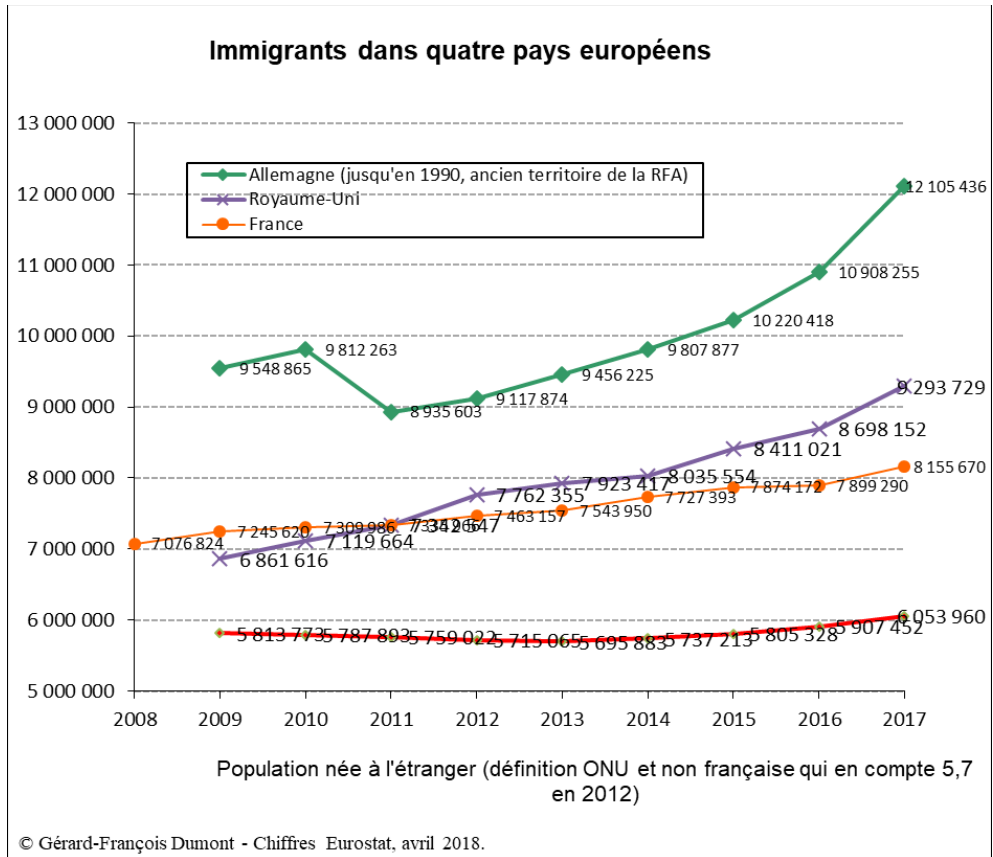


Un changement intervient précisément en 1972, alors que l'émigration italienne vers d'autres pays se réduit considérablement. Pendant une vingtaine d'années, le solde migratoire de l'Italie oscille autour de zéro, donc le nombre des immigrants qui viennent en Italie est du même niveau que celui des émigrants qui quittent l'Italie. Cela ne concourt donc pas à un apport significatif de population. À partir de 2002, l'Italie devient structurellement un pays d'immigration avec des oscillations annuelles en fonction des crises géopolitiques. En moyenne, depuis 2000, le solde migratoire de l'Italie est aux environs de 180 000 par an.

L'immigration en Italie est toutefois moindre que celle des trois autres pays européens considérés, ce qui peut être mesuré par le nombre d'immigrants,

c'est-à-dire le nombre de personnes nées à l'étranger résidant en Italie, quelle que soit leur nationalité.

Figure 6. Le nombre d'immigrants dans quatre pays européens : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni



Selon les plus récentes données d'Eurostat (2017), l'Italie compte 6 millions d'immigrants contre 8,2 millions en France, 9,3 au Royaume-Uni et 12,1 en Allemagne. Mais les chiffres concernant l'Allemagne se trouvent majorés car les rapatriés tardifs d'ex-URSS sont décomptés comme immigrants, ce qui est géographiquement juste. Si la France considérait ses rapatriés, du Maghreb ou d'ailleurs, comme des immigrants, la France compterait un nombre d'immigrants nettement plus élevé que celui qu'indiquent ces données.

Le fait que l'attraction migratoire de l'Italie soit plus récente que dans les trois autres pays étudiés peut aussi être considéré comme une explication de son pourcentage moindre d'immigrants par rapport à ces trois pays dont l'attraction migratoire est beaucoup plus ancienne.

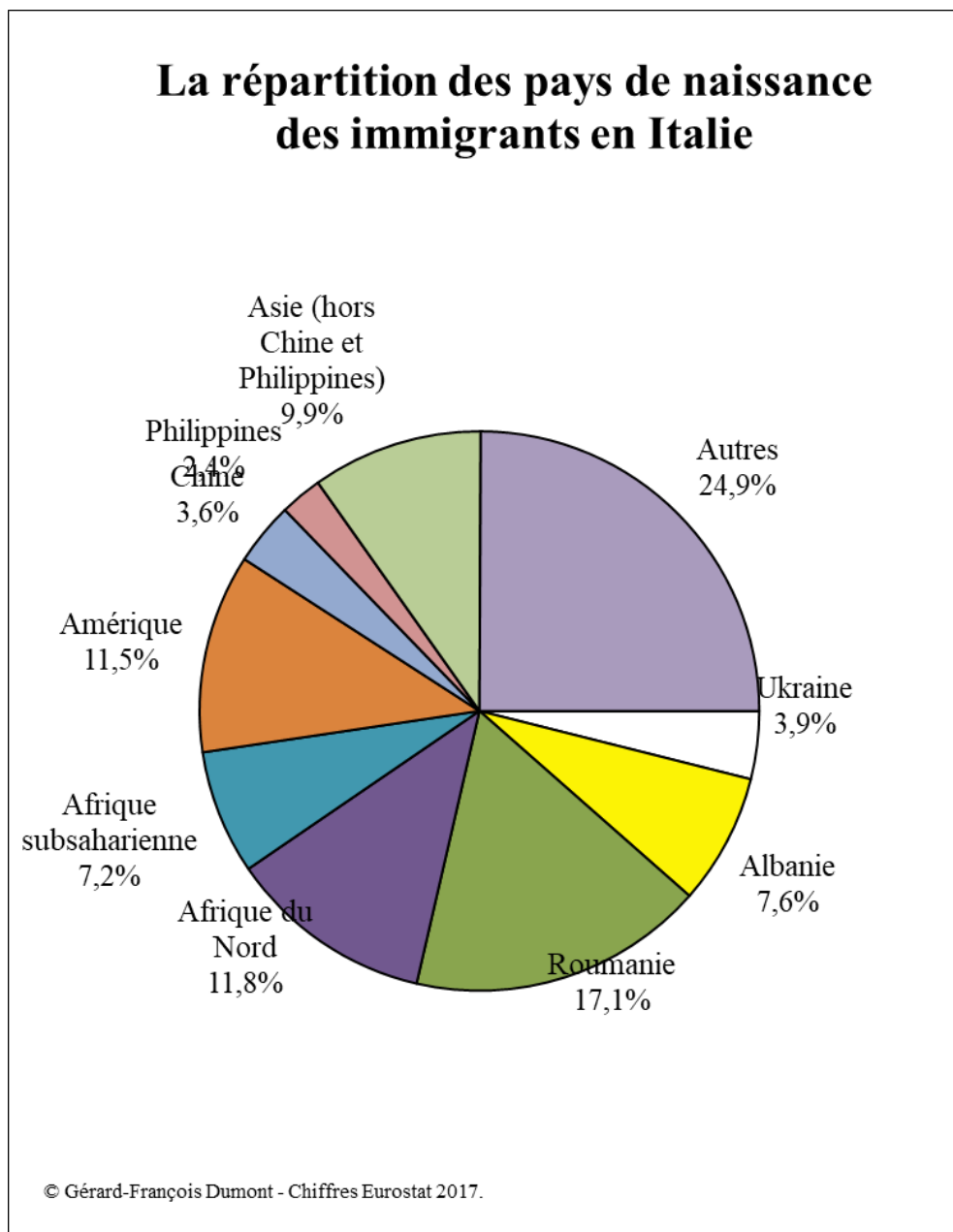
Cette attraction migratoire de l'Italie est aussi très spécifique par les origines géographiques des immigrants. Les deux nationalités les plus importantes y sont les Roumains et les Albanais. Parmi d'autres nationalités au poids plus significatif que dans les autres pays étudiés, il faut citer les Ukrainiens et les Philippins.

La géographie et l'intensité de cette attraction migratoire tout à fait spécifique interrogent sur l'organisation de l'Union européenne¹³. Peut-il y avoir une politique migratoire commune alors que les systèmes migratoires des différents pays sont fortement différenciés et parfois inverses, puisque, par exemple, la Roumanie ou la Bulgarie connaissent une répulsion migratoire ? Toutefois, l'émigration de ces deux pays est essentiellement intracommunautaire alors que l'Italie, comme les trois autres pays étudiés, reçoit une immigration majoritairement venue de pays non-membres de l'Union européenne.

Autre particularité, l'Italie a pratiqué des régularisations extrêmement importantes, ce qui témoigne du niveau des immigrants en situation irrégulière. On se souvient que Jean-Pierre Chevènement avait mis en œuvre en 1997-1998 une régularisation qui avait concerné environ 80 000 immigrants, sur critères d'intégration. Or la principale régularisation italienne, en 2002, concernait 700 000 personnes dont la moitié travaillait dans des entreprises privées et l'autre moitié dans des activités domestiques (services aux particuliers, aux familles, services aux personnes âgées etc.), avec, en tête des Roumains et, en deuxième lieu, des Ukrainiens.

¹³ Dumont, Gérard-François, Verluise, Pierre, *Géopolitique de l'Europe : de l'Atlantique à l'Oural* (Paris, PUF, 2016).

Figure 7. La répartition des pays de naissance des immigrants en Italie



La répartition des pays de naissance des immigrants en Italie présente de grandes particularités, si l'on compare ces chiffres à ceux de la France, du

Royaume-Uni, de l'Allemagne, ou encore de la Pologne, de l'Espagne ou du Portugal.

Autre caractéristique du système migratoire de l'Italie, il faut noter l'importance de sa fonction de transit. Ceci peut être indirectement mesuré en examinant les demandes d'asile qui y sont relativement faibles par rapport à l'Allemagne et même à la France¹⁴. De nombreux immigrants non européens venus de pays du Sud souhaitent simplement passer par l'Italie pour rejoindre des pays plus septentrionaux. Cela ne date pas d'aujourd'hui. Déjà il y a une vingtaine d'années, avant l'entrée de l'Italie dans l'espace Schengen en octobre 1997, dans le train entre Vintimille et Menton, on pouvait très facilement s'asseoir à côté d'un immigré clandestin qui essayait d'entrer en France. Cette question a été davantage relatée dans les médias lorsque la France a (provisoirement selon les textes) rétabli¹⁵ des contrôles aux frontières et donc à la frontière franco-italienne, mais c'est un phénomène ancien qui résulte tout simplement de la géographie.

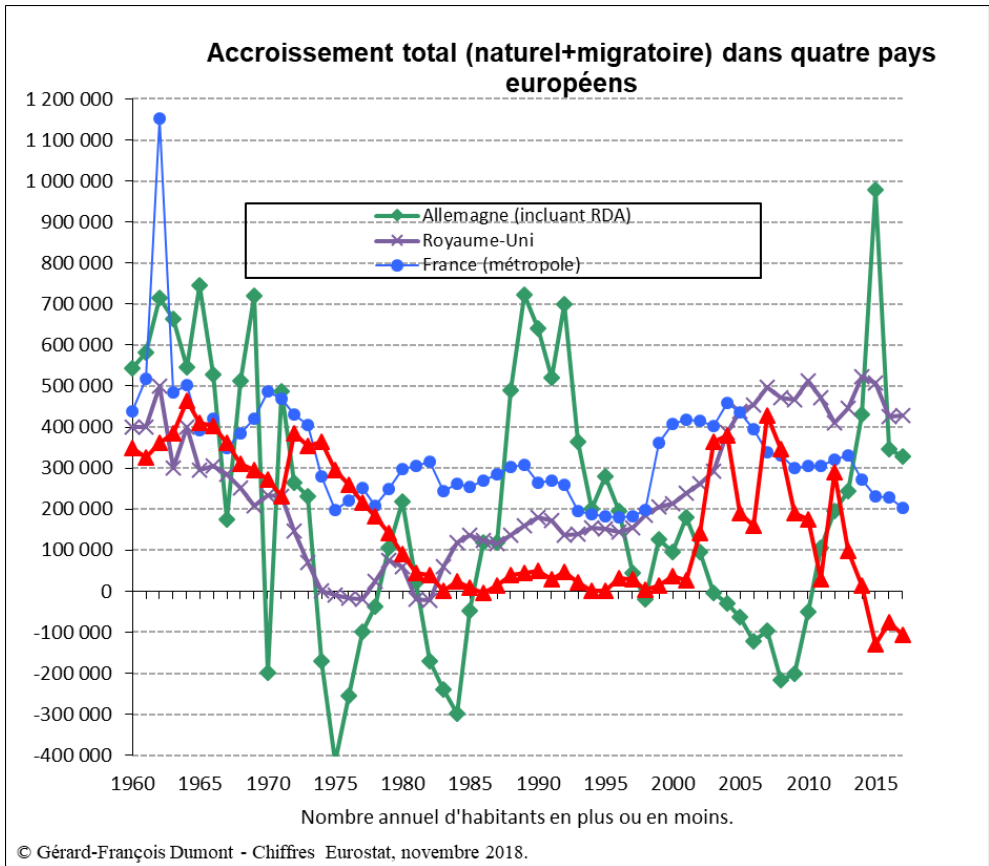
III. Bilan et perspectives

Le bilan démographique de l'Italie affiche un dépeuplement continu depuis 2015. Autrement dit, en dépit des arrivées migratoires, la population de l'Italie diminue désormais chaque année sous l'effet de son excédent des décès sur les naissances. Du milieu des années 1980 au début des années 2000, l'accroissement de population est très faible, parfois légèrement négatif. Puis, au début du XXI^e siècle, l'Italie augmente sa population uniquement grâce à son solde migratoire. Mais, à compter de 2015, avec l'augmentation du déficit des naissances, la population de l'Italie diminue.

¹⁴ Ceci témoigne de la difficulté pour les pays de l'Union européenne à mettre en œuvre ce qu'ils ont consigné dans les règlements de Dublin qui reposent sur un principe simple en théorie : le pays responsable de la demande d'asile d'un migrant doit être le premier État membre où sont conservées les empreintes digitales. Un principe qui pose de nombreux problèmes en pratique...

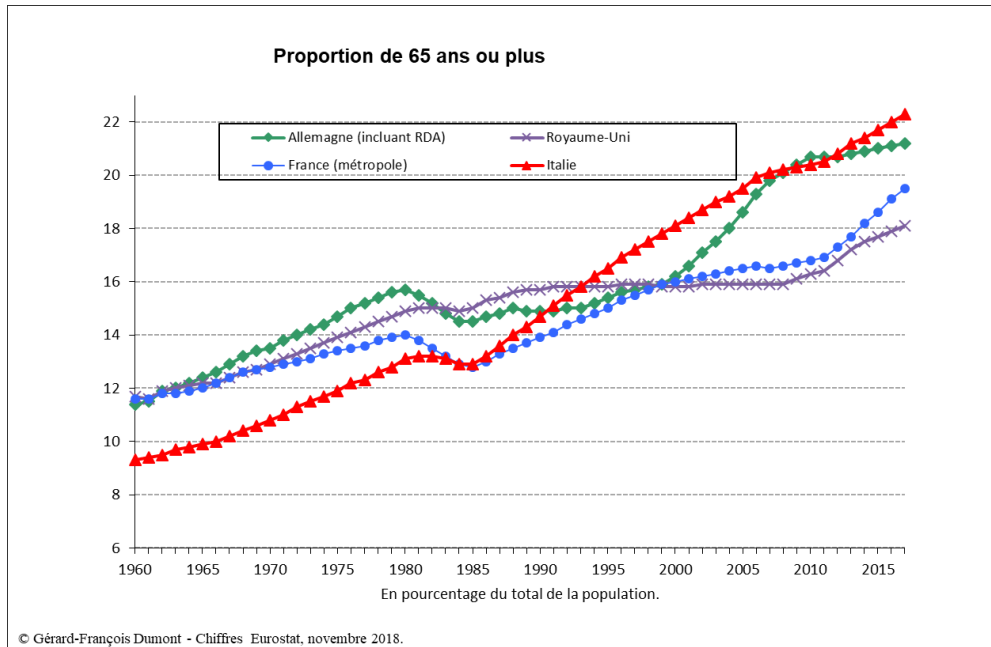
¹⁵ En raison de la COP 21 et par suite des attentats islamistes de novembre 2015 à Paris et à Saint-Denis.

Figure 8. L'accroissement démographique total (naturel + migratoire) dans quatre pays européens : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni



Un deuxième élément du bilan doit être souligné, le vieillissement de la population, essentiellement « par le bas », du fait de la faible fécondité, mais aussi, heureusement, « par le haut », du fait de l'augmentation de l'espérance de vie des personnes âgées.

Figure 9. La proportion de 65 ans ou plus dans quatre pays européens :
 Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni



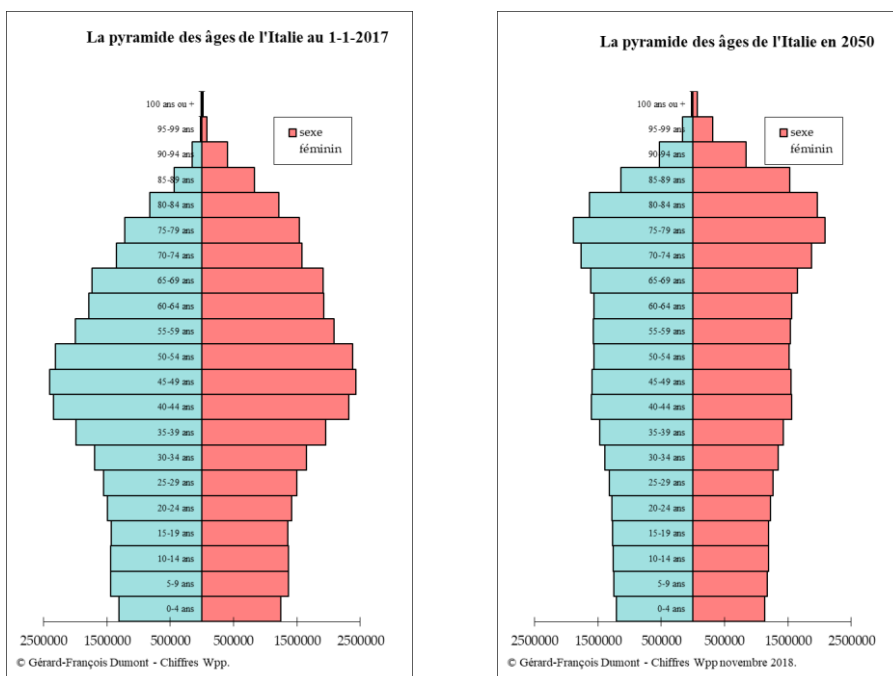
Parmi les quatre pays comparés, l'Italie compte le pourcentage de personnes âgées le plus élevé après une totale inversion. L'Italie, auparavant le plus jeune des quatre pays étudiés encore au milieu des années 1990, devient, en à peine dix ans, au début des années 2000, le plus vieilli.

Sous l'effet de sa composition par âge de plus en plus vieillie, les rapports de dépendance de l'Italie, comme le rapport entre les personnes âgées et la population d'âge actif, sont de plus en plus déséquilibrés. Autant dire que le démographe est très étonné quand certains partis politiques italiens envisagent d'abaisser l'âge de la retraite !

À cela, il faut ajouter la baisse annoncée et le vieillissement de la population active. En effet, la population active qui va arriver au travail correspond aux naissances, très faibles, d'il y a vingt-cinq ans.

Quelles perspectives en résulte-t-il ?

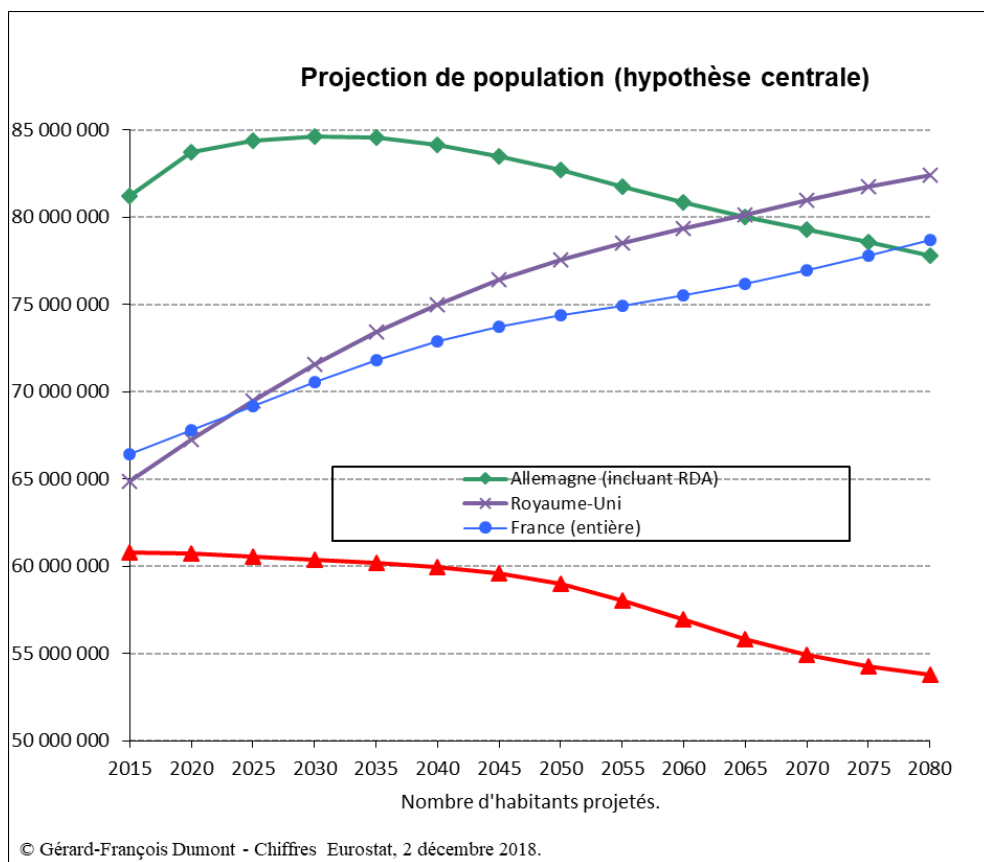
Figure 10. La pyramide des âges de l'Italie en 2017 et en 2050 (selon la projection moyenne)



La pyramide des âges actuelle de l'Italie montre très bien l'effet de l'hiver démographique. Les générations des 45-49 ans sont les plus nombreuses en 2017, puis on observe une baisse de plusieurs centaines de milliers de personnes dans les générations suivantes, conséquence de la baisse de la fécondité. Ainsi, les générations nées après 1980 comptent chaque année environ 400 000 personnes de moins que celles nées dans les années 1960. Il se confirme, que dans les âges élevés, il y a toujours plus de femmes que d'hommes (la parité d'espérance de vie entre les hommes et les femmes reste à mettre en œuvre !).

Selon les hypothèses moyennes de projection d'Eurostat pour l'Italie en 2050, les générations les plus nombreuses seraient les 75-79 ans. On observe l'importance de cette gérontocroissance, avec des populations actives moins nombreuses et des jeunes encore moins nombreux. Cette situation interroge pour l'avenir de l'Italie qui pourrait se résumer par la formule suivante : d'une dépopulation enregistrée à un dépeuplement accru.

Figure 11. Les projections de population dans quatre pays européens :
 Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni



La projection moyenne d'Eurostat prévoit une baisse continue de la population de l'Italie de 60 millions en 2015 à environ 55 millions à l'horizon 2060-2065. Il convient de préciser que cette évolution s'effectue en dépit d'une hypothèse de solde migratoire positif équivalent à celui constaté dans les années 2010. Cela s'accompagnerait d'une diminution de la population active. La population de l'Allemagne baisserait également, mais ces projections ont été réalisées avant les dernières données migratoires en Allemagne. En revanche, dans la situation actuelle, le Royaume-Uni, qui exerce toujours une attraction migratoire significative et dont la fécondité est plus élevée que la moyenne européenne, continuerait à gagner de la population, ainsi que la France. Il faut toutefois préciser que, pour la France, ces projections ont été réalisées avant la

baisse de la fécondité et de la natalité¹⁶ qui a suivi les décisions prises du temps de la présidence de M. Hollande, maintenues et aggravées depuis.

En conclusion, l'Italie a un avenir hypothéqué.

Son avenir est hypothéqué politiquement parce qu'au sein des instances de l'Union européenne, le nombre de voix dont dispose un État au Conseil européen, pour l'ensemble des décisions pouvant être prises à la majorité qualifiée, dépend de l'évolution de la population. Et il existe un risque de remise en cause du nombre de sièges au Parlement européen en raison des différences d'évolution démographique des pays.

Son avenir est hypothéqué économiquement avec la baisse et le vieillissement de sa population active. Les données présentées ici se fondent sur une hypothèse moyenne, d'autres hypothèses donnent des effectifs de population moins abaissés ou plus abaissés pour l'Italie. Mais, quelles que soient les évolutions futures de la natalité, de la mortalité et de la migration en Italie, l'avenir est d'ores et déjà hypothéqué par un quart de siècle « d'hiver démographique ». Et, même si la fécondité des Italiennes doublait l'année prochaine, les logiques démographiques de longue durée font que ces vingt-cinq ans écoulés continueront d'exercer leurs effets tout au long du XXI^e siècle.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur le professeur, pour avoir attiré notre attention sur cette évolution très préoccupante, qui devrait d'ailleurs nous préoccuper aussi pour ce qui nous concerne.

Nous allons maintenant prendre le problème sous l'angle économique, avec Olivier Passet, directeur des synthèses chez Xerfi, qui va nous parler de la situation économique, de l'industrie, des échanges.

¹⁶ Dumont, Gérard-François, « Natalité en France : une contraction structurelle ? », *Population & Avenir*, n° 737, mars-avril 2018.

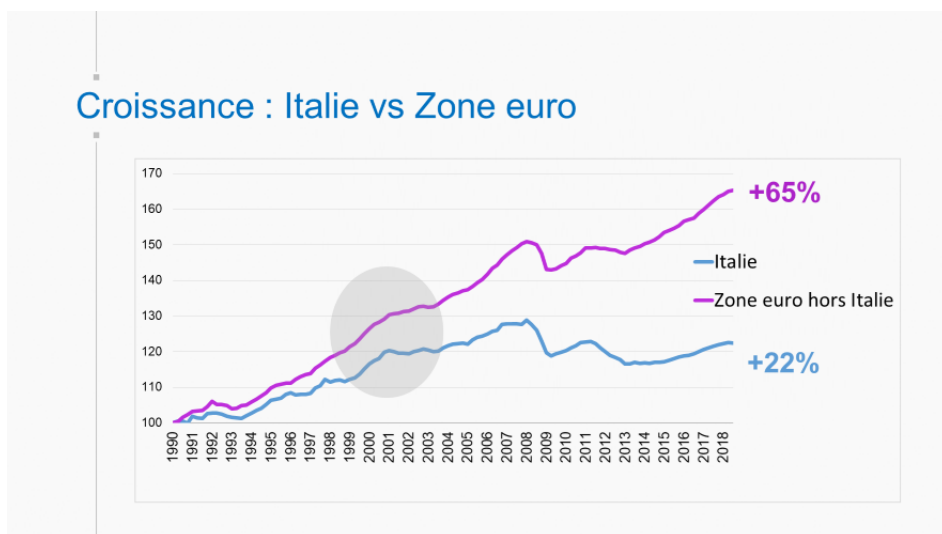
Considérations macro-économiques sur la situation italienne

Me revient la tâche de faire le portrait de l'Italie en chiffres et en graphiques, ce qui relève de l'hérésie quand on aime l'Italie. En tant qu'économistes et macro-économistes, l'Italie nous intéresse et nous passionne. La version du macro-économiste, demeure certes un peu hors sol, écrasant une réalité diverse sous des moyennes, mais elle nous raconte beaucoup de choses qui intéressent aussi l'économie française. On en tire énormément d'enseignements en raison des similitudes.

Comme la France, l'Italie est un pays dont on a cassé la martingale secrète par excès de conformisme. Ce pays a toujours dysfonctionné et fonctionné en même temps et c'est peut-être la chose que l'Europe aujourd'hui gère le plus mal. À force de vouloir mettre tout le monde dans le même moule, il arrive un moment où on piège les pays dans une sorte de conformisme inefficace, dont les plus parfaites incarnations semblent être Romano Prodi ou Matteo Renzi, qui, préfigurant Emmanuel Macon en France, promettent la mise à jour « progressiste » du modèle. Pourtant, après Prodi, après Renzi, l'Italie ne se porte pas mieux. La raison en est l'absence de respect de ce qu'est la singularité du modèle à la base... si tant est qu'on le comprenne.

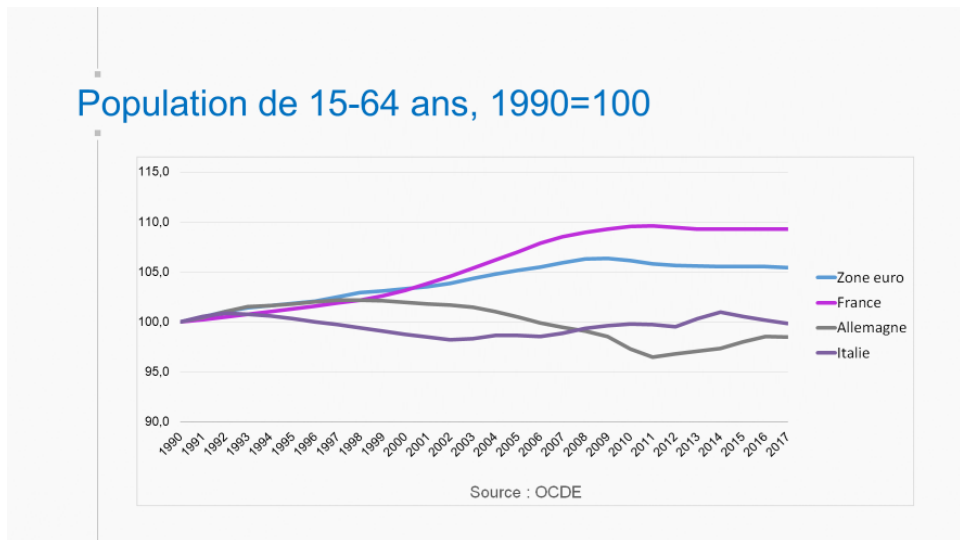
L'Italie nous intéresse aussi en tant que pays intermédiaire, généraliste, à vocation productive polyvalente, qui, face à l'hyper-dominance de l'industrie allemande, a du mal à survivre. Certains pays peuvent faire aujourd'hui le choix stratégique de passer en sous-traitance à faibles coûts, de se concentrer sur quelques segments intermédiaires, de rentrer dans la chaîne de production « rhénane ». Ce n'est le cas ni de la France, ni de l'Italie (ni d'ailleurs du Royaume-Uni). L'Italie comme la France ont vocation à résister, à exister – difficilement – à côté de l'hyper-dominance industrielle Allemande.

M. Dumont a parlé d'hiver démographique. C'est aussi un hiver de la croissance.



De 1990 à 2018, le PIB italien a crû de 22 % alors qu'en moyenne celui de la zone euro (hors Italie) a crû de 65 %, ce qui n'a rien de mirobolant (la France est dans la moyenne). Cela fait de l'Italie un cas très problématique de panne des moteurs endogènes de la croissance. Le socle qui fait la croissance, qu'il soit démographique, qu'il soit lié à la productivité ou à l'employabilité, est en panne. Cela nous parle aussi en tant que Français.

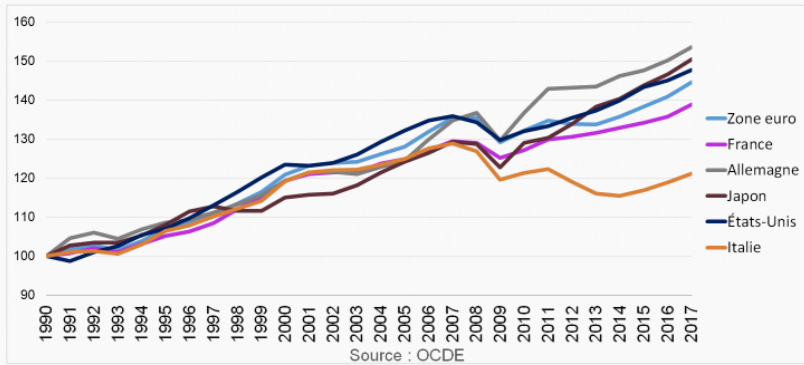
Nous venons d'avoir un exposé très complet sur le fait qu'en Italie et en Allemagne, l'âge est concentré sur les 15-64 ans.



La faible dynamique démographique italienne explique une partie de cet écart, comme c'est le cas pour le Japon dont les performances de croissance par habitant, pourtant très similaires à celles des États-Unis, ne se voient pas sur la performance de croissance du PIB, parce que le Japon est en décroissance démographique.

Pour bien prendre la mesure de ce qui relève de la démographie, et de ce qui relève véritablement de la panne du modèle de croissance (ce que l'on dénomme croissance endogène), on peut rapporter le PIB à la population en âge de travailler. C'est selon moi le meilleur indicateur : comment évolue le PIB par rapport à la croissance de la population disponible en âge de travailler ?

PIB / population en âge de travailler

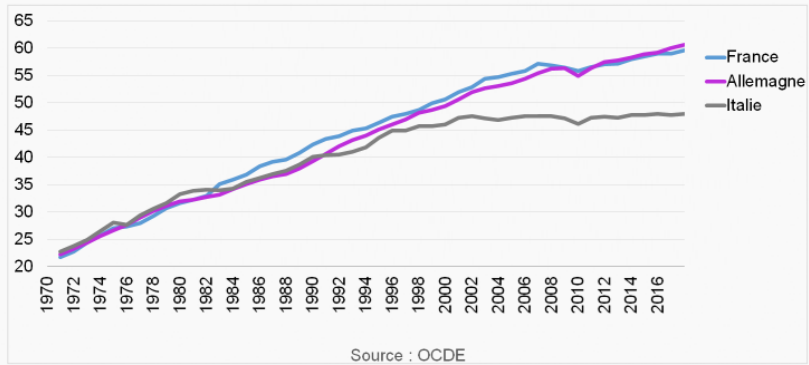


Cet indicateur souligne que l'érosion de la croissance italienne s'explique par des causes qui ne sont pas exclusivement démographiques. Nous, Français, sommes obsédés par notre faible croissance. L'écart par rapport aux autres pays n'est pourtant pas spectaculaire. Au regard du décrochage du PIB par personne en âge de travailler, on peut s'étonner par exemple que l'Italie n'ait pas davantage concentré l'attention. La croissance italienne s'infléchit dès son entrée dans l'euro, et décroche franchement à partir de 2006, au moment même où elle entame le tournant des réformes (premier gouvernement Prodi).

Alors que depuis dix ans on est au chevet de la France, « l'homme malade de l'Europe », on ne s'intéresse à l'Italie que de temps en temps. Cela fait peut-être partie de ce manque de considération dont a parlé Loïc Hennekinne : on n'accorde pas assez d'importance à une économie qui a pourtant un poids assez voisin de celui de la France et qui reste la troisième économie de l'Europe.

Certes les mesures statistiques, les moyennes, gomment, écrasent, les zones de réussite, de dynamisme. Mais, on est obligé de constater que la panne de la productivité est aujourd'hui au cœur de la faible croissance italienne.

Italie – Productivité en niveau



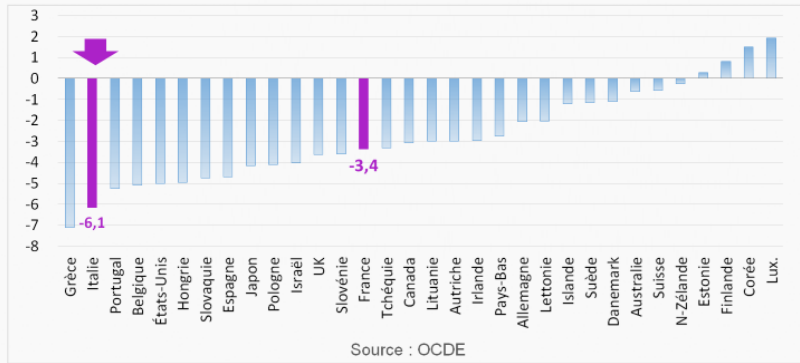
Un peu plus de concurrence, d'ouverture, de flexibilité, quelques petites réformes « douces » et équilibrées vont débloquent tout ça, nous dit-on... En fait, cela résiste, et il n'est pas si évident de sortir de cet âge de glaciation de la productivité. C'est qu'on a cassé un modèle qui n'était pas forcément soutenable, sans lui trouver de véritable substitut. Je ne fais que le constat.

Pour prendre la mesure de la singularité italienne, je ne prendrai ici qu'un exemple. Pendant des années, l'Italie était le seul pays dans lequel la croissance augmentait avec les taux d'intérêt. En effet, la dette publique était détenue majoritairement par les ménages résidents et cela constituait un facteur d'enrichissement qui faisait partie de la martingale secrète de l'Italie ! Dès que par conformisme on a appliqué le modèle de base, on s'est fourvoyé concernant l'Italie.

L'Italie représentait tout ce qu'il ne faut pas faire *a priori*. Ce qui ne signifie pas que cela pouvait durer. Ce pays s'était construit sur des dévaluations successives, donc sur une extraordinaire permissivité monétaire qui lui a permis régulièrement de se remettre dans le rang en termes de compétitivité.

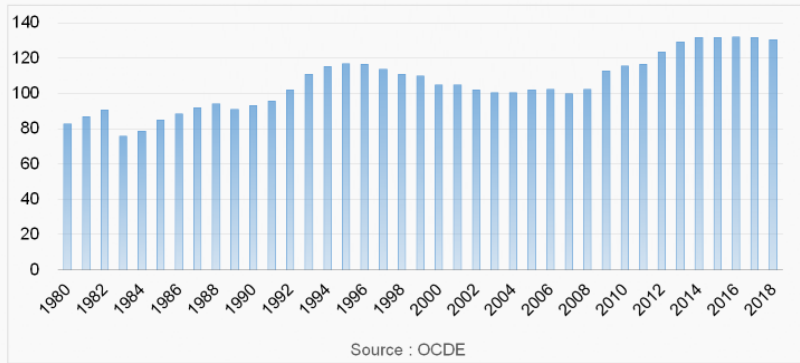
C'est un pays qui a très longtemps exposé toute forme de discipline budgétaire également.

Déficit moyen en % du PIB, 1980-2017



Nous, Français, feignons de découvrir que nous sommes en déficit permanent depuis trente ou quarante ans. En fait, en termes de déficit, nous sommes structurellement dans une situation très similaire à celle de beaucoup d'autres pays. L'Italie, quant à elle, n'a financé sur la longue période que 94 % de ses dépenses quand la France en finançait 96 % ou 97 %. Évidemment, ce socle de dette maintenant plus élevée que dans les autres pays, pose problème en période de très faible régime d'inflation, de très faible croissance, de ralentissement démographique.

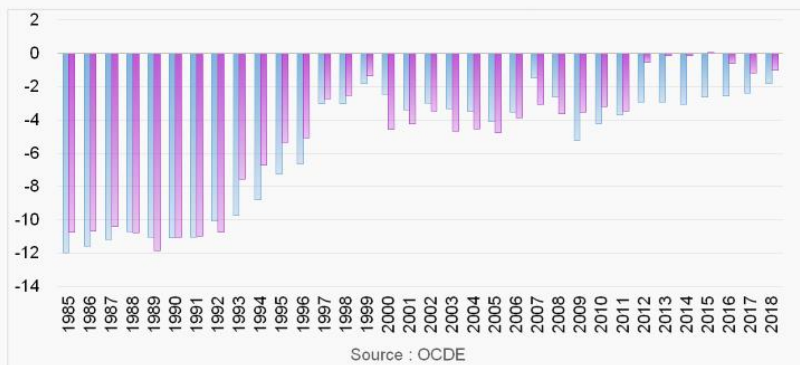
Dette publique au sens de Maastricht



Avec une croissance atone, qui pénalise les rentrées fiscales et un vieillissement démographique accéléré, l'équation des retraites est évidemment compliquée en Italie. Cette tenaille budgétaire est encore plus prégnante dans ce pays qu'elle ne l'est en France.

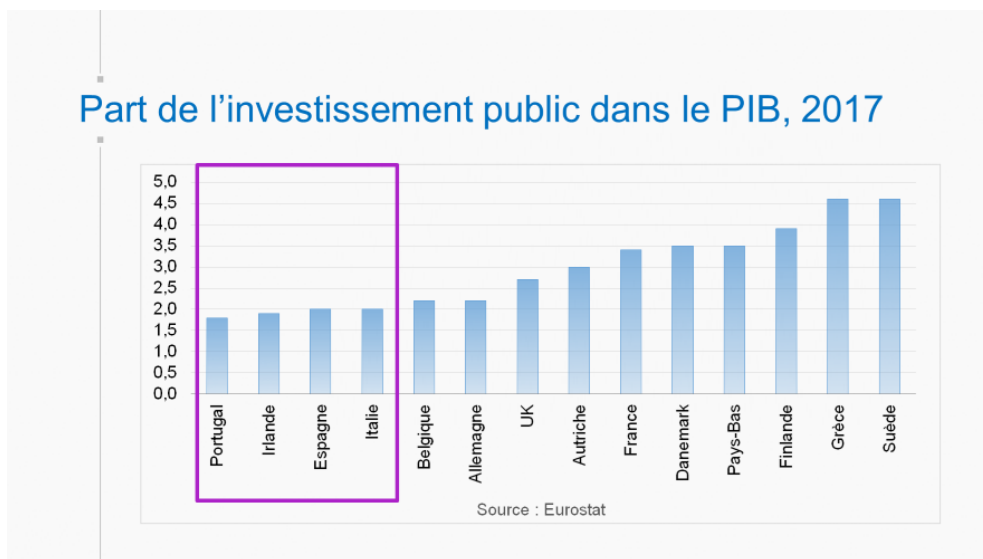
Pour expliquer la panne de la croissance, il faut bien sûr chercher des causes structurelles.

Solde public, en % du PIB (effectif et structurel)



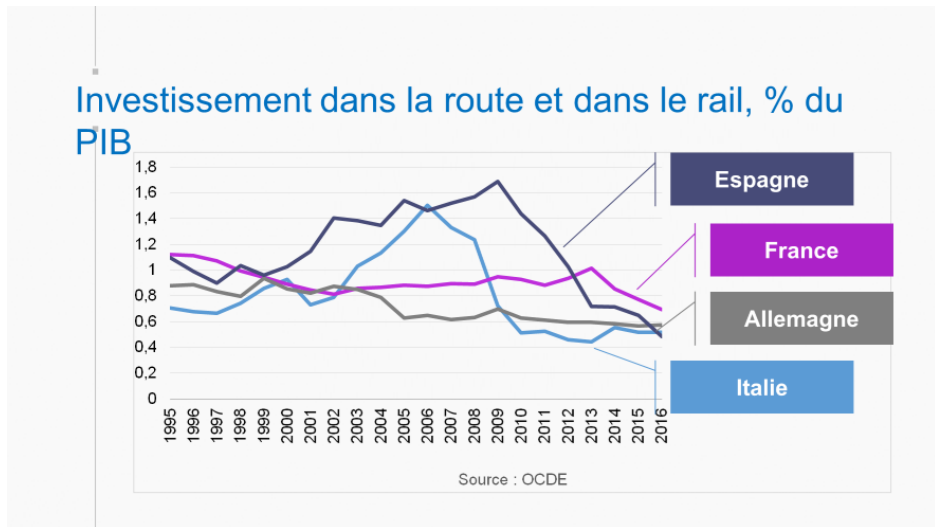
Et comme dans beaucoup d'autres pays européens, c'est la combinaison du ralentissement démographique, du ralentissement de la croissance et de l'austérité budgétaire qui a véritablement créé un cercle vicieux. Il a été nécessaire d'assainir les finances publiques. L'indiscipline chronique dont j'ai parlé, n'est plus une réalité depuis assez longtemps. Le tournant se situe en 2000. La naissance de l'euro est le moment charnière dans l'aggravation du problème italien.

Tous ces éléments caractérisent un pays qui ne sait plus gérer ses horizons de temps entre le court terme, le moyen terme, le long terme et qui commet les mêmes erreurs que toutes nos économies en prise avec une discipline budgétaire de long terme, lesquelles, sous le prétexte d'épargner le fardeau de la dette aux générations suivantes, n'arrivent pas à s'en sortir autrement qu'en sacrifiant l'investissement public, l'investissement collectif.



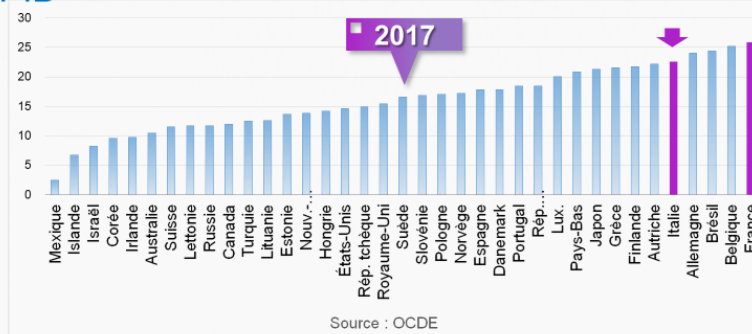
Dans tous les domaines, l'Italie souffre de la pathologie banale d'un pays qui a perdu son ressort de croissance, même s'il n'en maîtrisait pas tous les ressorts : une politique industrielle pilotée par l'État, une constellation de petites entreprises familiales dynamiques, des districts industriels, les dévaluations successives dont j'ai parlé, un laxisme monétaire qui a oxygéné l'économie. Il y

avait derrière cela beaucoup d'éléments de souplesse, quelque peu cacophoniques certes, mais qui s'organisaient finalement pour produire quelque chose qui avait une certaine vitalité. Cette vitalité est clairement cassée, tout comme le moteur même de ce qu'on appelle la croissance endogène. La « discipline budgétaire », les contraintes successives que vivent les gouvernements, ont fini par casser le cœur du moteur de la croissance en sacrifiant des investissements infrastructurels, publics etc.



Or, comme en France, subsiste quand même le réflexe d'amortisseur social, c'est-à-dire l'attachement à un modèle social censé protéger, mais qui y parvient de plus en plus mal, tout en absorbant de plus en plus de ressources.

Transferts sociaux publics (espèce et nature) en % du PIB



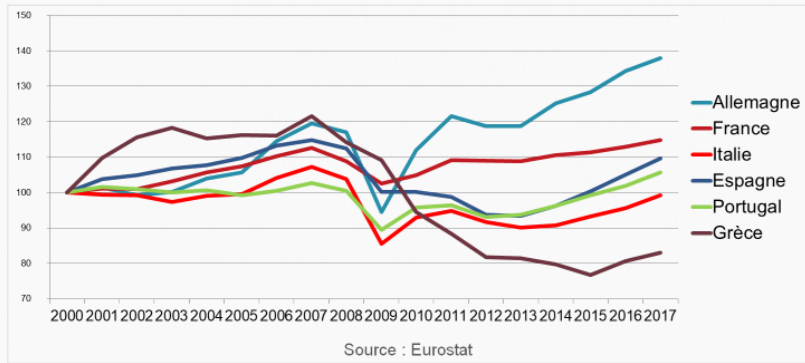
Le système social, comme en France, se crispe car il est l'amortisseur indispensable, d'où la litanie sempiternelle sur « ces pays ne sont pas réformables ». Ils ne sont pas réformables parce que l'acceptabilité des réformes est compliquée lorsque le tissu social pose problème.

Depuis 2000, l'Italie subit donc la rigueur à flux continu sur fond de déclin démographique.

La purge, la crise de 2008, a été incontestablement moins violente en Italie qu'elle ne l'a été au Portugal, en Espagne et plus encore en Grèce. Malgré tout, elle a entraîné une très forte compression de la consommation, du pouvoir d'achat. Un certain nombre de sacrifices ont été demandés aux Italiens.

Mais les promesses de la purge n'ont pas été tenues. Raymond Barre, en son temps, prônait l'élimination des « canards boiteux ». Mais cela n'a jamais fonctionné. La rigueur ne sait pas faire le tri entre la bonne et la mauvaise entreprise. La purge tue aussi des *start up*, des entreprises prometteuses. Penser que le bon tri s'opère spontanément relève du phantasme.

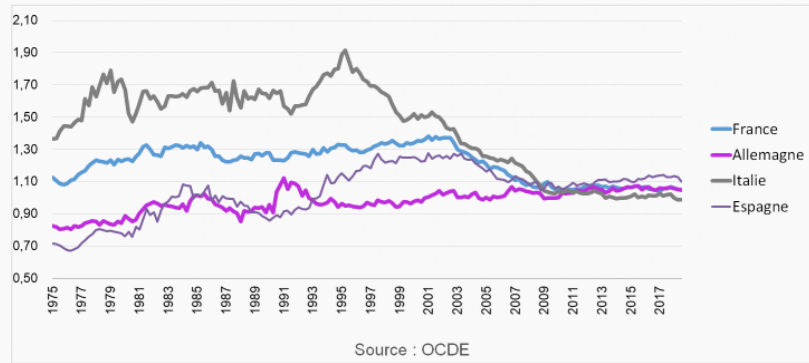
Valeur ajoutée manufacturière, en volume



Est-ce que tout cela a revitalisé l'industrie ? Une sélection s'est-elle opérée ? La production repart-elle mieux et plus fort ? Oui, il se produit un « effet de bouchon » (le bouchon maintenu sous l'eau remonte brusquement lorsqu'on le lâche) mais on reste très loin des niveaux de production de 2008. La légère accélération de la croissance a pu faire croire que la cure avait été salvatrice mais en réalité on a affaibli le pays en profondeur, on a perdu des compétences, le taux de chômage structurel s'enkyste, en Italie comme en France. Nous avons en ce domaine des destins assez similaires.

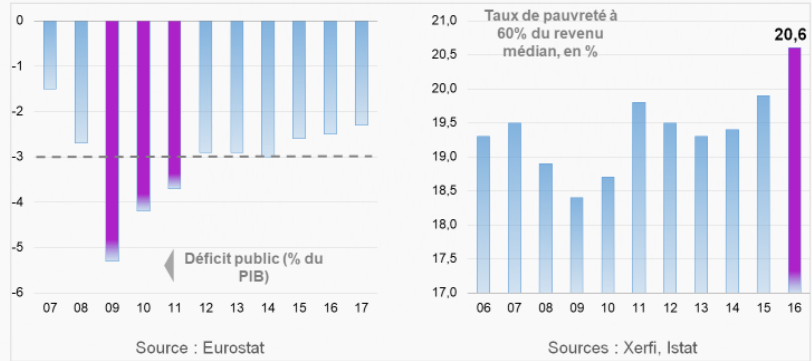
Derrière tout cela se posent des problèmes d'offre récurrents.

Parts de marché à l'exportation



Même si on chante les louanges de ses districts et de certains secteurs enregistrant des succès, on voit que ce pays n'a pas su remettre en place une véritable synergie. On peut s'inspirer du « modèle italien », comme on peut s'inspirer de certains aspects du modèle français, mais il y a au cœur de l'Italie de vrais problèmes de compétitivité qui n'ont pas été véritablement corrigés durant la crise. Cela se double d'une montée des inégalités. Les politiques de restriction ou de stagnation des dépenses publiques visent généralement une catégorie de la population. C'est peut-être la raison pour laquelle les populations sont très sensibles au caractère équitable de l'impôt, quand les promesses de la dépense ne sont plus là. C'est ce que l'on observe en Italie. On assiste, depuis 2008-2010, à une très forte montée des phénomènes de pauvreté et des indicateurs d'inégalités.

Déficit public et taux de risque pauvreté totale

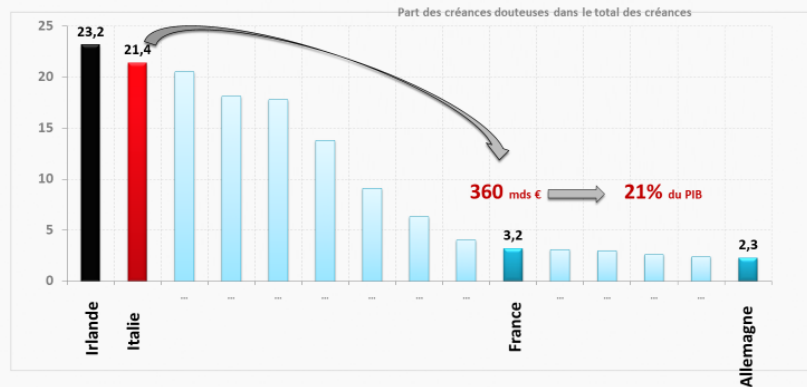


Le cercle vicieux que je viens d'exposer, n'est pas spécifique à l'Italie. À des degrés divers, la plupart des pays développés ont énormément de mal à sortir de cette équation *a priori* insoluble, car il leur manque quelques marges de manœuvre pour trouver des chemins faciles pour s'échapper du piège.

L'Italie a ses fragilités, c'est un pays malade au cœur de l'Europe mais qui est symptomatique des problèmes de l'Europe, des pays périphériques à économie généraliste, qui ont du mal à maintenir une base de production face à un système hyper-dominant qui polarise, qui utilise sa base de sous-traitance à l'Est. L'Italie comme la France souffrent de ce problème.

Tout cela se double de problèmes de répartition, de pauvreté, de chômage structurel et, ce qui singularise l'Italie, d'un problème aigu de créances douteuses qui s'auto-alimente.

Créances douteuses



Aujourd'hui énormément de créances douteuses figurent dans le bilan des banques italiennes. Leur niveau, extrêmement élevé par rapport à la plupart des pays européens, en fait une bombe bancaire potentielle, avec des effets systémiques sur l'ensemble de la périphérie. C'est aujourd'hui le talon d'Achille de l'Italie et de l'Europe dans son ensemble. On sait que si une dépression s'abattait demain sur l'Europe, dont on n'arriverait pas à se dépêtrer (ou pas mieux que de la précédente et certainement moins bien), il y aurait de véritables risques d'effet domino et de contagion, peut-être même du côté de certaines banques allemandes.

Le problème d'un pays comme l'Italie qui a changé de régime de croissance, passant d'un régime de forte croissance de rattrapage à un régime de très faible croissance, c'est que ses créances douteuses ne cessent d'être alimentées par des défaillances en cascade et que les bilans se dégradent de manière cumulative. Et la dette publique italienne est suffisamment spectaculaire (130 % et même un peu plus) pour stopper le processus. L'État n'a pas les moyens de recapitaliser les banques de manière massive. On vit ainsi avec cette grande fragilité au cœur de l'Europe.

Or l'Italie est le deuxième ou troisième partenaire commercial de la France en zone euro : deuxième après l'Allemagne, concernant les marchandises et troisième derrière l'Espagne quand on élargit aux biens et services. Cela en fait un lieu de débouchés essentiel.

Si un accident macro-économique se produisait en Italie, la France perdrait d'importants débouchés du côté de l'Italie. Mais la propagation serait d'abord financière, elle traverserait les marchés boursiers selon un scénario de diffusion très rapide.

Ventilation géographique des échanges de biens et services

(selon l'origine, en milliards d'euros)

	Exportations	Importations
Allemagne	94,3	117,4
Belgique	53,2	49,5
Pays-Bas	29,9	35,0
Italie	47,7	50,6
Espagne	43,7	47,8
Zone euro	312,0	354,7
Royaume-Uni	63,8	52,5
Union européenne	415,7	452,3
États-Unis	68,3	61,6
Suisse	30,5	23,5
Chine	27,4	51,2
Japon	10,4	11,2
B Brésil	6,0	3,7
Russie	10,8	8,2
Inde	7,8	7,5
Monde	735,0	756,7

Source : Banque de France.

Source : Banque de France

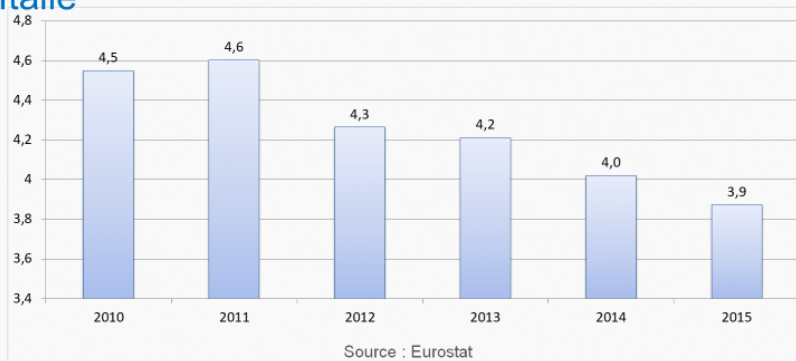
C'est en revanche – et cela a toujours été – un lieu de localisation de la production mésestimé par les groupes français, ce que révèlent la part des investissements directs et, autre indicateur intéressant, la part de l'emploi des filiales de groupes français localisée à l'étranger. Cette dernière est très inférieure au poids de l'Italie dans nos échanges.

Ventilation du stock d'investissements directs

(en milliards d'euros)

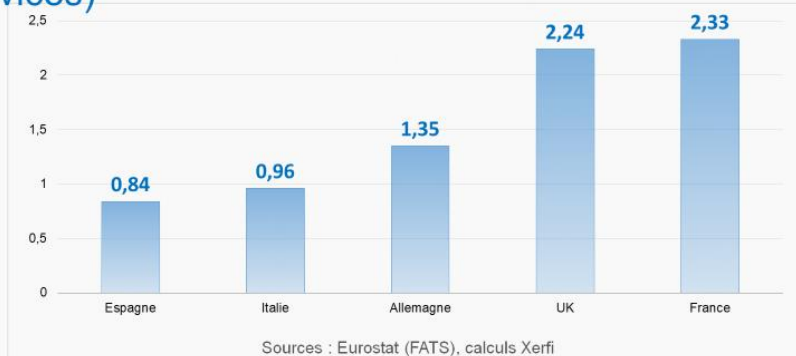
	2014	2015 ^{b)}	2016 ^{b)}	2017 ^{c)}	2017 (en %)
Union européenne (à 28)	622,3	667,0	683,3	716,8	59,2
Union économique et monétaire (à 19)	475,0	504,2	529,0	554,4	45,8
dont :					
Allemagne	50,8	56,6	60,3	70,5	5,8
Belgique	152,8	152,8	159,0	148,4	12,3
Espagne	38,8	42,2	46,8	48,2	4,0
Irlande	18,9	21,4	18,6	22,2	1,8
Italie	45,9	52,9	62,9	66,6	5,5
Luxembourg	43,3	46,5	43,2	52,7	4,4
Pays-Bas	114,8	119,5	126,8	132,2	10,9
Autres pays de l'Union européenne	147,3	162,8	154,3	162,4	13,4
dont :					
Danemark	3,9	6,8	7,4	7,8	0,6
Pologne	14,0	15,4	15,7	16,0	1,3
République tchèque	8,4	8,7	8,8	9,7	0,8
Roumanie	3,9	4,3	4,3	4,4	0,4
Royaume-Uni	109,8	118,8	109,2	112,4	9,3
Suède	3,1	4,3	4,2	8,0	0,7
Reste du monde	443,7	497,9	530,7	493,6	40,8

Part de l'emploi à l'étranger des groupes français en Italie



C'est l'occasion de souligner une autre spécificité de l'économie italienne par rapport à l'économie française. Les grands groupes français ont entre 5 et 6 millions d'emplois implantés à l'étranger, c'est-à-dire qu'un tiers de l'économie française est extraterritoriale, ce qui joue un important rôle d'amortisseur. Ce n'est pas le cas de l'Italie qui ne dispose pas de ce « parachute » qui fait que nous avons des extensions à travers le monde qui permettent de lisser la conjoncture.

Ventes des filiales à l'étranger / exports (biens & services)



In fine, si la France est assez active dans le rachat de certaines marques (dans le luxe notamment), si l'Italie perd le contrôle de beaucoup d'entreprises, globalement, ce pays, quoique voisin, n'a jamais été considéré comme une sorte d'extension, de prolongement de l'appareil productif français. Il y a une vraie compétition entre les deux économies. Nous ne sommes pas dans ce qu'on pourrait appeler, selon un terme à la mode, dans la « coopération¹⁷ ». Cela aussi est symptomatique de l'Europe où deux économies généralistes, qui auraient probablement intérêt à réfléchir des stratégies communes, notamment au niveau de l'industrie, éprouvent la plus grande difficulté à mener ce type de stratégie coopérative. Les premiers lieux d'implantation de la France sont hors Europe, comme si la France voulait absolument se dégager de son enfer européen : ce sont les États-Unis en première destination, c'est maintenant la Chine... ce n'est pas l'Allemagne, ni l'Italie, on peut le comprendre.

Nous sommes donc face à une économie fragile et résiliente néanmoins. Elle connaît, sous une forme aigue, des problèmes qui traversent l'ensemble des économies européennes, des problèmes lancinants, qui dégèrent en crise démocratique avant même d'avoir atteint leur paroxysme.

¹⁷ La « coopération » désigne une démarche qui vise à coopérer à plus ou moins long terme avec des acteurs de la concurrence.

La France, autocentrée sur ses problèmes, a le sentiment d'être le mauvais modèle. En fait, on constate que toutes les économies développées présentent ces fractures et cette impossibilité à boucler leur modèle économique. Avant même que le système ne s'effondre de l'intérieur, il est rattrapé par des crises sociales et politiques. Nul besoin de surligner davantage les dangers de cette situation si elle s'étire, si elle s'étend.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Passet, pour cet exposé remarquablement instructif. Vous nous avez montré que nous étions dans une situation voisine de celle de l'Italie, en dépit de quelques différences, comme cet élément de vulnérabilité qu'est la fragilité bancaire de l'Italie.

J'observe que les courbes de l'Italie s'infléchissent plutôt vers le bas ou dans le sens d'une relative stagnation depuis le début des années 2000. C'est à peu près la date de l'entrée en vigueur de l'euro (1999).

Doit-on y voir une relation ?

Je me tourne vers Jean-Michel Naulot, le financier de notre équipe, pour répondre à cette question.

JEAN-MICHEL NAULOT

La question monétaire : l'euro est-il responsable de la crise italienne ?

J'adopterai une approche monétaire de l'histoire récente de l'Italie. Sans doute y aura-t-il quelques points de recoupement avec ce qu'a dit Olivier Passet. En tout cas, comme vient de le constater Jean-Pierre Chevènement, il y a un grand point de convergence, c'est qu'il se passe quelque chose en 2000.

Je distinguerai quatre périodes dans l'histoire de l'Italie depuis la Seconde Guerre mondiale :

Pendant les décennies 1950 et 1960, étonnamment, trois grands pays, l'Italie, la France et l'Allemagne, ont un taux de croissance équivalent (5 à 6 % par an pendant vingt ans) et une très grande stabilité monétaire. La lire avait même la réputation d'être une monnaie forte. Seul petit décalage pour l'Italie, la dette y était déjà un peu plus importante (37 % du PIB contre 10 % en France et en Allemagne au début des années 1970).

La deuxième période, caractérisée par une grande instabilité monétaire, part du 15 août 1971, date de la rupture du lien entre le dollar et l'or qui marque l'entrée progressive dans un système de changes flexibles, et va jusqu'en septembre 1992 lorsque l'Italie quitte le système monétaire européen en dévaluant de 30 %. Au cours de cette période, l'Italie conserve toujours une croissance forte, de l'ordre de 4 % par an. On peut donc continuer à parler du « miracle italien ».

On peut relever que pendant les années soixante-dix l'Italie a de gros déficits budgétaires mais comme elle monétise sa dette, c'est-à-dire qu'elle se finance à taux zéro auprès de la banque centrale, sa dette reste à un niveau modéré alors que pendant les années 80 elle se finance sur les marchés financiers, ce qui entraîne une explosion de sa dette (100% du PIB au début des années 90).

En résumé, cette deuxième période est ainsi marquée par des ajustements monétaires nombreux et une croissance toujours élevée, à l'exception des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Au début des années 90, le revenu par habitant est équivalent au revenu par habitant en France et en Allemagne.

La troisième période va de septembre 1992 à janvier 1999. C'est la période de préparation de l'entrée dans l'euro. C'est une période extrêmement intéressante parce que l'Italie a une politique différente de celle de la France et que je rapprocherai de celles du Canada et de la Suède. On cite souvent les réformes structurelles de ces deux pays sans rappeler que celles-ci, précisément à partir de 1992, se sont accompagnées de dévaluations importantes (30 % par rapport au dollar pour le Canada, 22 % pour la Suède). L'Italie, elle aussi, fait enfin des réformes structurelles (notamment la désindexation des salaires, certes avec dix ans de retard sur la France) et elle les accompagne d'une dévaluation de 30 %. Ainsi, dès 1993-1994, au lieu de plonger dans la récession, l'Italie réussit à maintenir une croissance entre 1 % et 2 % et la dette est stabilisée au niveau de 100 %.

En résumé, pendant ce demi-siècle, l'Italie a une croissance soutenue. Le « miracle italien » des années 1950 et 1960 s'est prolongé. Peut-on dire que l'Italie utilise sa monnaie comme une arme ? Ou comme une béquille ? Je ne sais... Mais, de manière incontestable, pendant toute cette période, la monnaie est absolument indispensable à l'Italie.

Avec le tournant 1999-2000, on entre dans la quatrième période qui est celle de l'admission de l'Italie dans l'euro. Olivier Passet a parlé des effets de la crise de 2008. En 2009 la croissance italienne chute de 5 % ! C'est considérable (en France, elle chute de 2,5 %, en Allemagne un peu plus). Tout au long de la période qui suit l'entrée de l'Italie dans l'euro, une anémie de l'économie s'installe progressivement, très impressionnante à partir de 2008. L'Italie constate que les promesses de l'euro, de la monnaie unique, ne sont pas tenues.

Première promesse, l'intégration monétaire devait se traduire par une accélération globale de la croissance économique dans l'ensemble de la zone euro. Or, on constate que si la croissance reste à peu près correcte jusqu'à la crise de 2008, elle ne repart pas après l'effondrement consécutif à cette crise. Depuis la crise de 2008, la croissance est en moyenne proche de zéro. Le revenu par habitant est inférieur en 2018 à ce qu'il était en 1999. Le chômage des jeunes atteint 30 %. Le taux de pauvreté a progressé de 16 % à 20 % depuis la crise de 2008.

Deuxième promesse, la monnaie unique devait mettre fin aux dévaluations compétitives. Or l'Italie constate très vite que l'on a remplacé les « dévaluations monétaires compétitives » par des « dévaluations internes compétitives » : choc de la dévaluation de l'Allemagne des années Harz (2003-2005) ; dévaluations internes, à partir de 2010-2012 (crise de l'euro), avec la baisse des coûts de production en Espagne, au Portugal et en Grèce.

Troisième promesse, la monnaie unique devait se traduire par une accélération de la circulation des capitaux dans la zone. En effet, à partir du moment où il n'y a plus de modification des parités monétaires, les investisseurs déplacent leurs capitaux à moindre risque. Or l'Italie a pu constater que les capitaux ne venaient pas chez elle, qu'ils allaient plutôt dans le Nord. En tant qu'ancien banquier, j'ajoute que depuis 2010 on est revenu à une fragmentation complète des marchés financiers, ce qui est une bonne chose de mon point de vue. Dans les années 2000, on avait expliqué aux banques qu'une créance sur l'Italie valait une créance sur l'Allemagne. Aujourd'hui elles font la distinction

et prennent ainsi moins de risque. C'est pourquoi les banques allemandes et françaises ne détiennent que peu de dette italienne.

Pourquoi en est-on arrivé là ?

La réponse se trouve dans les écrits des économistes des années 60 à 90. Certains étaient favorables à la création d'une zone monétaire, comme Robert Mundell, Canadien bien connu qui voulait trouver un champ d'expérience à ses théories sur les zones monétaires... D'autres économistes étaient hostiles à la monnaie unique. Mais tous se retrouvaient sur un point : une zone monétaire ne peut bien fonctionner qu'à deux conditions : la convergence des politiques sociales, fiscales, économiques et des transferts financiers très importants.

Nous avons appris hier soir que les négociations de l'Eurogroupe sur le budget commun étaient renvoyées après les élections européennes.

Par ailleurs, nous sommes dans une situation où il n'y a aucune convergence, notamment dans le domaine fiscal. Ce risque d'une absence de convergence avait été abordé par les gouverneurs des banques centrales réunis dès le Comité Delors (1988-1989). C'est pour cette raison que, tout en étant favorables à la monnaie unique, ils avaient écrit qu'il ne fallait surtout pas fixer de date butoir à la mise en place de la monnaie unique. Un an plus tard, au sommet de Maastricht, la France a réussi à convaincre ses partenaires qu'il fallait une date butoir... !

Outre l'absence de transferts financiers et l'absence de convergence des politiques, un autre facteur est à l'œuvre : l'euro est une monnaie trop forte pour certains pays comme l'Italie et trop faible pour d'autres. D'après un rapport du FMI, la monnaie européenne, qui est une moyenne entre d'anciennes monnaies fortes et d'anciennes monnaies faibles, est surévaluée de 11 % par l'Italie et sous-évaluée de 19% pour l'Allemagne. L'écart est donc de 30 % ce qui est considérable. Je livre à votre réflexion les deux premières lignes d'un rapport du FMI sorti en 2017 : « *Les pays appartenant à la zone euro ont connu une convergence régulière de leurs PIB réels par habitant dans les décades précédant l'introduction de l'euro mais elle s'est arrêtée net ensuite.* »

Je voudrais insister sur ce biais inégalitaire de l'euro. Les capitaux partent vers les paradis fiscaux européens et vers les centres de production industrielle les plus compétitifs, où la tradition industrielle est la plus forte, où les coûts de production sont plus bas. S'ajoute à cela l'effet d'une monnaie trop forte pour un pays comme l'Italie.

Les chiffres illustrent parfaitement ce biais inégalitaire :

De 2008 à 2018, le PIB baisse de 5 % en Italie, augmente de 13 % en Allemagne. Je disais il y a un instant que le revenu par habitant était le même dans les trois pays (France, Italie, Allemagne) au début des années 90, il est aujourd'hui inférieur de 30 % en Italie par rapport à l'Allemagne et de 15 % par rapport à la France. Depuis vingt ans les exportations allemandes ont augmenté de 230 %, les exportations italiennes ont augmenté de 70 %. Selon les chiffres de l'OCDE la production industrielle allemande a enregistré une hausse de 35 % tandis que la production industrielle italienne baissait de 17 %.

Enfin, l'attitude des autorités européennes a plutôt tendance à aggraver cette crise latente, permanente. Depuis les réformes de 2011-2013 la réaction de la Commission européenne – et la réaction de l'Allemagne – consiste à « punir les récalcitrants », ce qui a pour résultat immédiat de faire monter les taux d'intérêt, à tel point qu'on peut s'interroger sur le point de savoir si ce n'est pas délibéré, afin de ramener à la prudence les dirigeants qui s'écartent un peu des lignes directrices.

Dans n'importe quel pays du monde, en dehors de la zone euro, en cas de difficulté, la banque centrale intervient immédiatement en soutien du gouvernement. Ce n'est pas le cas de la BCE. Mario Draghi, interrogé sur l'Italie au cours de sa dernière conférence de presse, répondait que si on devait intervenir pour un pays donné on le ferait dans le cadre de la procédure OMT (*Outright Monetary Transactions*) qui signifie qu'en contrepartie de l'aide apportée on met les dirigeants à genoux avec un plan d'austérité...

Ces deux éléments de rigidité aggravent la crise. Si l'Italie n'était pas dans la zone euro, sa situation serait moins alarmante.

Dans les temps qui viennent, pour évaluer la situation italienne, il faudra surveiller trois éléments : la croissance, la situation des banques et l'attitude des autorités européennes.

Dans un pays aussi fragile, si le taux de croissance ralentit, soit en raison de la situation proprement italienne, soit par un choc externe, un retournement du cycle mondial, la dette repartira immédiatement à la hausse. En Italie, de mon point de vue, l'augmentation de la dette est directement liée au taux de croissance italien.

Oliver Passet a évoqué le phénomène des créances douteuses. Je parlerai plus généralement de la situation des banques italiennes. Certes, les créances douteuses se détériorent si les taux d'intérêt montent, mais il y a aussi le fait que

les banques italiennes détiennent environ 20 % de la dette publique et une forte hausse des taux entraînerait des pertes pour les banques italiennes. Elles pourraient alors être tentées de vendre leurs créances, ce qui accroîtrait à nouveau la hausse des taux. Il y a là un vrai danger.

Enfin, si la Commission était tentée de donner un coup de canif sérieux dans le programme de la coalition, elle prendrait le risque de renforcer Matteo Salvini qui est déjà très populaire.

La crise italienne peut-elle conduire à l'éclatement de la zone euro ? Personne n'a la réponse à cette question. Mais, dès lors qu'un pays connaît une situation difficile, les capitaux quittent le pays et un phénomène de contagion risque alors de se développer.

Je conclus à regret que tous les éléments montrent que l'Italie est aujourd'hui dans une situation extrêmement fragile.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Naulot, de cet exposé très suggestif.

Après une période de stagnation, voire de régression, on pourrait penser qu'une relance s'impose. Or il ne semble pas qu'on s'achemine dans cette direction. Vous évoquez les propos de M. Draghi indiquant que si une économie venait à s'écarter de la trajectoire fixée on appliquerait la procédure OMP, c'est-à-dire la procédure qui a été appliquée à la Grèce. Mais l'Italie n'est pas la Grèce. Son PNB est huit fois supérieur à celui de la Grèce.

Selon le FMI, l'euro est pour l'Italie une monnaie surévaluée. Mais, en même temps, on constate un excédent du commerce extérieur. S'agit-il du commerce extérieur manufacturier ?

JEAN-MICHEL NAULOT

L'excédent du commerce extérieur italien, de l'ordre de 3 % du PIB, s'explique en grande partie par l'effondrement relatif des importations italiennes du fait de la croissance zéro (de 2007 à 2017, les importations en dollars courants passent

de 612 milliards à 546 milliards alors que les exportations sont parfaitement stables à 605 milliards).

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci.

Nous abordons la partie plus politique du colloque avec deux historiens.

M. Pécout n'est pas seulement recteur de l'Académie de Paris. Ancien membre de l'École française de Rome, historien de l'Italie contemporaine, il est entre autres professeur des universités à l'École normale supérieure (Ulm) et directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études où il est titulaire de la chaire d'Histoire politique et culturelle de l'Europe méditerranéenne. Il s'exprimera en historien spécialiste de l'Italie du XIX^e siècle.

Puis M. Lazar nous confiera ses analyses sur l'Italie contemporaine.

GILLES PECOUT

Le regard de l'historien sur la nation italienne

Merci, Monsieur le ministre.

En période de crise, en tout cas en période de doute, les opinions publiques comme les « élites » ont coutume d'interroger leur relation à la nation. J'assume cette généralité historique comme point de départ, comme *terminus a quo* de ma contribution d'historien à votre réflexion sur la situation actuelle italienne. Cela avait été noté par le grand historien Giuseppe Galasso, qui nous a quitté l'an dernier, moderniste, spécialiste napolitain du XVII^e siècle qui s'était mis à étudier la nation contemporaine, celle des XIX^e et XX^e siècles parce que, écrivait-il, « mon pays se trouve dans un moment de tristesse civique » (*Tristezza civica*). Bien sûr cela susciterait des questions sur l'histoire contemporaine en général – et sur l'histoire de la nation en particulier – comme

forme de remédiation intellectuelle et politique à une situation actuelle. Et cela nous renverrait à la question des usages publics du passé que nous n'allons pas affronter mais dont l'importance est grande dans le débat italien. On a coutume de dire qu'en France le débat public et politique sur l'histoire est particulièrement vif. Les Italiens et les grands connaisseurs de l'Italie présents dans cette salle, à commencer par les diplomates, savent combien le débat politique italien se nourrit aussi de son histoire et de son historiographie. Des commémorations récentes – comme celle du 150^e anniversaire de l'Unité¹⁸ – l'ont rappelé.

Pour honorer la confiance que me fait Jean-Pierre Chevènement, je me contenterai d'une série de remarques sur la nation des Italiens en partant des deux interrogations suivantes :

Quel est, depuis le XIX^e siècle, le rapport à la nation des Italiens, notamment de ceux qui influent sur la « chose publique » ou qui la gèrent (ce qui intéresse proprement et presque étymologiquement ce cercle de réflexion) ? Quelles conséquences en tirer, éventuellement, sur le débat public actuel ?

Je n'envisagerai pas l'actualité, laissant à d'autres compétents le soin de le faire. Je suis du reste protégé de l'actualité par ma double espèce d'historien d'abord, d'historien du XIX^e siècle, et de haut fonctionnaire qui n'a pas à juger de l'actualité d'un pays, même d'un pays ami, et qui, de plus, est chargé par le Président de la République depuis un an, avec deux autres Français, de rédiger le traité de coopération franco-italien, dit traité du Quirinal¹⁹.

J'envisagerai donc ce rapport à travers trois problèmes simples qui décrivent des invariants de l'histoire de la nation italienne :

Le premier est la question chronologique, la question des origines : à partir de quand est-on habilité à parler de nation italienne ? Une question bien simple et

¹⁸ Le 17 mars 2011, l'Italie a commémoré la proclamation du royaume d'Italie par le premier Parlement national réuni à Turin, le 17 mars 1861. Cette célébration a provoqué un vif débat dans le pays.

¹⁹ Les trois rédacteurs français du Traité du Quirinal missionnés en janvier 2018 par le président de la République Emmanuel Macron sont Sylvie Goulard, Pascal Cagni et Gilles Pécout. Du côté italien le président du Conseil Paolo Gentiloni avait confié la charge à Paola Severino, Franco Bassanini et Marco Piantini.

bien schématiquement énoncée mais complexe car renvoyant à la base de la construction unitaire. L'Unité a-t-elle inventé la nation des Italiens ?

La deuxième est la question des rapports entre nation et État autour d'un concept très clair : l'intégration ou l'achèvement de l'État-nation Italie.

La troisième question, enfin, est celle des liens entre le national et l'international autour de l'Italie. Une nation, nous le savons mieux que quiconque actuellement, se définit par rapport à ses voisins, par rapport au monde qui l'entoure et à un certain nombre d'équilibres. Voyons comment la nation des Italiens depuis le XIX^e siècle se définit par rapport au monde extérieur.

Enfin, j'espère que le tout me conduira pour conclure à proposer quelques schémas d'identité nationale ou de rapport à la nation. L'historien François Hartog parle de régimes d'historicité²⁰, on pourrait parler d'une évolution italienne des régimes d'identité nationale jusqu'à nos jours.

L'histoire de la nation italienne renvoie d'abord au problème de temporalité, de chronologie. Quand faut-il concevoir l'émergence d'une nation italienne ?

Commençons par une première lecture maximaliste qui consiste à dire qu'il existe une nation italienne ancestrale liée à la transformation de la latinité en néo-latinité et en italianité autour des grands héritages de Rome, de l'affirmation de Rome, la Rome latine, la Rome chrétienne, la Rome de la Renaissance. Cette idée des « trois Rome » sera largement récupérée au XIX^e siècle par Mazzini et sa théorie de l'ensemble des Rome qui doit conduire à la Rome nationale ou Rome du peuple, tout cela cheminant avec l'affirmation d'un idiome, l'italien – le toscan pour être plus précis – à partir du XIII^e siècle, à partir des premiers grands textes fondateurs, les textes de François²¹ ou ceux de Dante. Cela est connu et constitue la vulgate culturelle, identitaire. On parlerait de nation à partir de l'adéquation à l'italianité. Cette lecture avant tout culturelle et littéraire, ne rend évidemment pas compte de la fragmentation politique et géographique mais elle est très présente au XIX^e siècle quand on

²⁰ *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, François Hartog (éd. du Seuil (La librairie du XXI^e siècle), 2003).

²¹ Le *Cantique des Créatures*, chant religieux composé par Saint François d'Assise, est considéré comme la première œuvre littéraire écrite en italien moderne.

veut recréer un ensemble d'héritages, d'invariants de ce que peut être la référence à l'Italie des héritages immuables.

L'autre lecture postule que l'on parle de nation italienne quand il y a réellement une Italie, c'est-à-dire quand il y a volonté puis réalité d'adéquation entre une nation linguistique et littéraire (ou culturelle) et un État territorial. Bref, c'est l'idée que l'Italie est une nation récente – l'État-nation date du milieu du XIX^e siècle – autour de deux notions : indépendance et unité. Cela fut rappelé par l'ambassadeur Hennekinne. Il faudra attendre 1861 pour que l'on arrive à la proclamation d'un royaume indépendant d'Italie, dont la première capitale fut Turin, jusqu'en 1865, puis Florence, de 1865 à 1870, avant que la capitale de l'Italie ne devînt Rome en 1870.

Au départ la péninsule était morcelée en une pluralité d'États indépendants. Des grands États : au Nord le royaume de Piémont-Sardaigne, qui fera l'unité, au Sud le royaume des Deux-Siciles des Bourbons de Naples et, au milieu, un très grand État indépendant, l'État du pape (en français on use du pluriel « les États du pape » mais en Italie on parle d'État du pape, d'État de l'Église) qui va jusqu'à l'Italie centrale. Entre ces grands États, des possessions de l'Autriche (le Milanais et la Vénétie) et des États vassaux (le Grand-duché de Toscane et une poussière de petits États inféodés).

Tout cela disparaît en partie en 1861 quand le royaume est constitué auquel il ne manque, pour qu'il corresponde à l'intégrité territoriale de la péninsule, que Rome et Venise, ce qui n'est quand même pas peu ! Pour Venise il faut attendre 1866 et pour Rome le 20 septembre 1870, date qui a marqué l'odonymie de toutes les villes italiennes, au point qu'il n'est pas de ville du Nord au Sud de l'Italie qui n'ait sa rue du 20 septembre (*Via XX settembre*).

Rappelons au passage que ces deux dates charnières de l'achèvement de l'intégrité territoriale (1866 et 1870) sont liées à une intervention de l'étranger, directe ou indirecte : la défaite autrichienne de Königgrätz, de Sadowa (3 juillet 1866) et la défaite française de Sedan face à la Prusse (1870) qui, les Français quittant Rome où ils étaient en garnison, a permis aux Piémontais d'entrer victorieux à Rome ce fameux 20 septembre. Cette question du parangon étranger d'une histoire nationale, même si cela ne suffit pas à expliquer l'achèvement de l'unité du territoire italien, pèse dans l'historiographie et dans la représentation que l'on se fait de sa nation.

Il reste que ce processus conduit à parler de l'Italie comme construction politique et pas seulement culturelle et légitime.

Penser la nation italienne jusqu'à nos jours revient donc à mettre en perspective les conditions de la transformation d'une idéologie et d'un héritage culturel en réalité territoriale et étatique, à partir du début du XIX^e siècle, ce que l'on appelle le *Risorgimento* (processus d'éveil national).

Certes tout cela pourrait apparaître comme un débat interne d'historiens, ce qui, en soi, lui donnerait déjà de l'intérêt. Mais ce n'est pas le seul intérêt. En Italie, toute référence à la nation, tout débat autour de la nation, porte sur la courte période des XIX^e et XX^e siècles, à la différence des débats qui se construisent autour de la nation chez nous. Quand Pierre Nora écrit *Les lieux de mémoire*²², il interroge notre histoire et les lieux de mémoire de notre nation depuis l'Antiquité. Quand son homologue italien, Mario Isnenghi travaille sur les lieux de la mémoire italienne²³, il ne prend en considération que des lieux de mémoire ou des personnages qui ont marqué l'histoire de l'Italie depuis le XIX^e siècle. Tout ce qui relève de l'Antiquité, pourtant extrêmement importante dans la chimie identitaire italienne, est conçu comme revisité à partir du XIX^e siècle.

Nous sommes devant un paradoxe : l'Italie est la terre qui donne son brevet d'ancienneté et d'antiquité à l'Europe occidentale mais c'est en même temps celle dont la nation est en apparence la plus récente si on raisonne en termes d'approche globale et pas seulement culturelle. On retrouverait le même phénomène dans la Grèce du XIX^e siècle, dont *l'Epanastasis* précède de peu le *Risorgimento* et qui se construit avec les étrangers bien plus encore que ne le fit l'Italie, comme une Antiquité recréée au XIX^e siècle pour refonder un État nouveau.

Cette nation récente a des relations difficiles avec l'État.

L'observation du XIX^e siècle, grand siècle matriciel, nous confronte à un autre paradoxe. La nation est omniprésente, revendiquée comme une valeur positive jusqu'en 1861 et, au moment où l'Italie se construit comme État-nation, la nation deviendrait une valeur négative.

En effet, tout au long du premier XIX^e siècle, jusqu'en 1861, les élites et les intellectuels du *Risorgimento*, en dépit de leurs divisions, se définissent comme

²² *Les lieux de mémoire*, Pierre Nora (éd. Gallimard (Bibliothèque illustrée des histoires). 3 tomes : *La République*, 1984, *La Nation*, 1986, *Les France*, 1992).

²³ *L'Italie par elle-même, lieux de la mémoire italiens de 1848 à nos jours*, sous la direction de Mario Isnenghi (éd. Rue d'Ulm, novembre 2013).

patriotes et se déclarent favorables à l'unité territoriale administrative et politique. Un Cavour, d'abord directeur de la revue *Il Risorgimento*, prônait une unification économique (le premier grand article politique de Cavour traitait des chemins de fer). Sur l'unification économique, tous se retrouvent, de Cavour jusqu'aux classes dirigeantes italiennes, aux grandes élites patriotes.

Mais au-delà de l'unification économique, l'idée nationale comme ferment de l'action politique et réformatrice est devenue consensuelle. Même Pie IX, (Giovanni Maria Mastai Ferretti) est présenté, lorsqu'il est élevé au pontificat, comme un pape national, un pape promoteur de la libération de l'Italie. Certes on a plusieurs nations à l'esprit, la nation des catholiques dans un État fédéral dont le pape serait le souverain, la nation sécularisée de Cavour autour de la dynastie piémontaise, la nation fédéraliste de Cattaneo ou la nation plus centralisée de Mazzini. Cette omniprésence de la nation s'observe tant que l'État n'existe pas.

Quand l'État est fondé (en 1861 et 1870), on a l'impression que la nation disparaît ou devient un problème. Dès les années 1860-1870 on insiste sur le déficit de nation, sur l'impossible nationalisation des Italiens. Les formules qui circulent l'accréditent parfaitement. La plus célèbre est une citation posthume de Massimo D'Azeglio, grand homme politique, écrivain, artiste peintre : « L'Italie est faite, il faut faire les Italiens ». Cette proposition a comme substrat que l'État qui a été construit serait un artefact imposé à un pays marqué par des caractéristiques négatives.

Première caractéristique, la diversité géographique, culturelle, linguistique, d'où le poids des localismes, des régionalismes.

La deuxième caractéristique, liée à cette diversité, est l'inégalité foncière de développement culturel, économique, politique et l'existence d'une stigmatisation du Midi de l'Italie. Une lettre adressée à Cavour par un grand politique romagnol de l'époque, Luigi Carlo Farini, lors d'un séjour dans les provinces napolitaines en donne la célèbre formule : « Mais mon ami, que sont ces terres ? Ce n'est pas l'Italie, c'est l'Afrique. Les bédouins comparés à ces ploucs (*cafoni*) sont la fleur de la civilisation ! » Tel est l'un des énoncés de la question méridionale, telle est l'une des premières difficultés qui se présentent quand on veut penser le rapport entre État et nation après 1861.

Enfin, en conséquence de tout cela, s'édifie l'idée d'une société étrangère à la nation parce qu'incivique et signée par des fidélités autres que celles qui devraient lier le citoyen à l'État : la fidélité à la famille (c'est la thèse du

« familisme amoral » de l'anthropologue américain Edward Banfield), la fidélité à l'Église, qui est une entrave à l'appartenance civique, la fidélité à la petite patrie, à la patrie locale, au « campanile », le clocher, qui définit ce que l'on appelle le « campanilisme », l'esprit de clocher érigé en système. Au XX^e siècle l'appartenance à l'une des grandes formations du bipartisme constituera aussi une entrave.

Toutes ces représentations de l'impossible nation italienne révèlent un déficit de nation dû à un déficit de citoyenneté, ce qui amène à poser l'adéquation entre nation et citoyenneté.

Une partie de l'explication pourrait se trouver du côté de l'État.

L'hypothèse d'un État qui ne parviendrait pas à s'imposer, qui ne serait pas assez fort ne tient pas car l'État post-unitaire italien est un État fort dans les années 1870-1880. L'État libéral, dont le modèle est la Prusse, est un État fort, beaucoup d'historiens l'ont montré.

Néanmoins, l'État ne réussit pas à intégrer. Cette affirmation est plus proche de la réalité historique. L'État est autoritaire, il est visible mais il n'a pas les moyens de moderniser, d'intégrer les périphéries, ce que réussit à faire l'État autoritaire bismarckien ou, à son extrémité, l'État libéral et progressiste de la III^e République qui réussit, avec le temps, à intégrer une grande partie de la société française. C'est la thèse de la visibilité d'un État autoritaire italien qui paraît fort mais qui n'a pas, au début, les moyens de sa politique de modernisation.

De tout cela ressort la thématique importante d'un État, d'un pays légal déconnecté du pays réel, soit parce que l'État est inexistant, prétendent certains, soit parce qu'il serait inefficace. L'inexistence de l'État est un thème constant du discours politique italien. Je rappelle – ce sera mon seul tribut à l'actualité – que dans l'un de ses « célèbres » discours de Bologne, en 2013, le *leader* des 5 étoiles, M. Grillo, avait eu cette formule assez intéressante : « Nous sommes des Italiens, chers amis, mais nous avons perdu notre identité. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a plus d'État ».

Plus intéressante est l'impossible figure de l'impossible nationalisation des Italiens. Cela prend le visage de l'unité inachevée et s'exprime par la critique du *Risorgimento*. Il n'est pas possible de penser la nation en Italie, disent les tenants de cette thèse, parce qu'il n'y a pas d'unité nationale jusqu'au XX^e siècle, jusqu'à la résistance contre le fascisme ou jusqu'à l'intégrité complète, la nationalisation complète, culturelle, grâce à la diffusion de la langue italienne

contre les dialectes et un certain nombre d'éléments d'unification culturelle. Je ne suis pas un expert d'histoire actuelle ni de sciences politiques mais je pense que ces constats, l'impossible État, la nationalisation imparfaite en raison des inégalités, sont à l'origine de deux constantes de la vie politique italienne jusqu'à nos jours : la tentation d'un régime fort, parfois autour de personnages dits « providentiels », de Crispi (1819-1901) à Mussolini (1883-1945), et un ferment d'antipolitique qui passe par la tentation, non pas de l'homme fort ou de l'homme providentiel mais de l'*homo novus* (homme nouveau).

Comment penser la nation dans une échelle internationale ?

C'est une équation qu'évidemment tous les historiens doivent affronter. Les historiens spécialistes de la France ont écrit une histoire mondiale de la France (celle de Patrick Boucheron²⁴ n'est pas passée inaperçue). Les historiens spécialistes de l'Italie ont fait la même chose. Une histoire mondiale de l'Italie²⁵ vient d'être publiée par un grand historien de la latinité, de la Rome antique, Andrea Giardina. En voici la première phrase : « Ce livre s'ouvre avec les Alpes et se clôt avec l'île de Lampedusa. Lampedusa est le lieu de la nation italienne qui parle le plus au monde, même si ce dialogue n'existe pas de façon réelle. » Cette façon de poser la place de l'Italie dans le monde international en partant d'une situation critique liée à la Méditerranée me semble extrêmement importante. Elle nous rappelle une réalité historique inébranlable autour de l'internationalisation de la nation italienne, celle qui lie la nation des Italiens à la Méditerranée. Cela paraît évident, c'est lié à l'histoire. Le *Risorgimento* fut au XIX^e siècle un mouvement méditerranéen, un grand mouvement de solidarité avec les Grecs de l'*Epanastasis* (la Révolution ou Guerre d'Indépendance), avec les Espagnols, avec les Portugais, avec les Français... à considérer qu'ils soient méditerranéens. Le combat mazzinien fut un combat de solidarité des nations méditerranéennes. On a parfois la tentation de l'oublier. Certes ce thème de la méditerranéité de la nation italienne a été exploité d'une façon tendancieuse à l'époque fasciste, autour du thème du *mare nostrum* des Italiens, qui voulait que l'identité méditerranéenne de l'Italie se traduise à travers une hégémonie coloniale dont on a connu les étapes.

²⁴ *Histoire mondiale de la France*, ouvrage collectif dirigé par Patrick Boucheron (éd. du Seuil, janvier 2017).

²⁵ *Storia mondiale dell'Italia*, Andrea Giardina (éd. Laterza, 16 novembre 2017).

Plus récemment, cela a eu comme conséquence l'idée qu'en Europe l'Italie est la nation d'interlocution avec la rive Sud. Et pas toujours de façon positive. Mais, en cas de problème du continent européen, cette vocation méditerranéenne, de pays interlocuteur des pays arabes a pu, ou aurait pu, être utile. Elle a des racines historiques, elle a surtout un usage politique susceptible de nourrir l'anti-européisme d'un certain nombre d'Italiens. Je vous renvoie, à propos de ces relations à la Méditerranée, à la très belle contribution qu'avait livrée l'ambassadeur Andréani sur les liens entre la Méditerranée et l'Italie.

Au-delà de ce rapport à la Méditerranée se pose la question des liens entre la nation italienne et le monde. Là aussi on est confronté à un paradoxe apparent : l'idée que l'Italie s'est faite seule contre des ennemis dès le XIX^e siècle et la réalité d'un mouvement qui, dès le début, a été lié à la solidarité internationale, à l'engagement remarquable de tous les pays d'Europe. L'italophilie, comme le philhellénisme, est le plus puissant marqueur libéral progressiste de l'Europe du XIX^e siècle. De récentes études ont montré qu'au XIX^e siècle se dire italophile, en Angleterre comme en France, c'était se dire progressiste, libéral, c'était se dire capable de concilier les idéaux de la nation et de la nationalité avec les idéaux de la solidarité internationale, bien avant que la nation soit assimilable au nationalisme agressif.

Quelle nation du XIX^e siècle en héritage pour les Italiens des XX^e et XXI^e siècles ? Au XIX^e siècle deux conceptions de la nation semblaient s'affronter : une conception universaliste et ouverte, liée à l'histoire et plutôt du côté des héritages de la Révolution française et de l'émancipation des peuples ; et une nation considérée comme « germanique », communautaire et indissociable d'un modèle plus fermé autour des liens, mythiques, du sang et de la race. Il était facile de poser que le bon *Risorgimento* était universaliste et relevait plutôt de la première famille. Les travaux pionniers de l'historien Alberto Banti ont renouvelé l'approche du canon de la « nation du *Risorgimento* » en considérant à partir de textes littéraires fondateurs que la nation qui a inspiré les patriotes était fondée sur une vision communautaire exacerbant la parenté et les liens et développant une mythologie de l'honneur et de la sainteté, autour de la terre natale tantôt défensive, tantôt agressive²⁶. Ces deux sens de la nation ont

²⁶ *La nazione del Risorgimento : parentela, santità e onore alle origini dell'Italia unita*, Alberto Banti (Turin, Einaudi, 2000, 214 p).

évidemment coexisté et nourri un discours public qui faisait osciller les Italiens entre le messianisme révolutionnaire et universaliste et le nationalisme hégémonique et xénophobe dans l'entre-deux-guerres. Ce qu'une opposition commode, mais sans fondement philologique ou historique, traduit autour du binôme « patriotisme » / « nationalisme ».

De cette dualité demeura une suspicion pour la nation au XX^e siècle. Les faiseurs d'opinion sont passés d'un paradigme de refus de la nation et de ses liens à l'État après la Deuxième Guerre mondiale, lié au fait que la nation était créditée de tous les maux (archaïsme, philo-fascisme ...), à un paradigme de redécouverte de la nation, de réappropriation de la nation par les intellectuels et par un certain nombre de *leaders* de l'opinion politique et publique à partir du milieu des années 1990.

Jusqu'à la fin des années 1980, un sociologue célèbre avait pu dire : « Le drapeau tricolore italien, nous ne le voyons flotter qu'au stade – *Il tricolore sventola solo allo stadio* ». A partir du milieu des années 1990, la nation est redevenue proche des valeurs positives du *Risorgimento*. On a bien vu l'usage qui était fait du drapeau italien. Nous devons notamment au Président Ciampi et au Président Napolitano le fait que l'usage du drapeau italien n'est pas réservé aux forces nationalistes les plus extrémistes et radicales. L'usage du drapeau italien marque la ré-acculturation par une opinion libérale, par une opinion modérée qui n'a rien à voir avec les thèmes les plus nationalistes, marque la réconciliation de cette opinion, notamment de la « classe intellectuelle », avec la thématique de la nation italienne.

Il reste qu'après cette période de refus, d'indifférence puis de reconquête, nous devons nous demander dans quel régime d'identité nationale la classe politique, l'opinion et les intellectuels sont entrés depuis les dernières élections. La nation des Italiens est-elle la propriété de ceux qui entendent utiliser tous les réflexes anti-européens ? La nation des Italiens est-elle redevenue la propriété d'un nationalisme agressif et notamment anti-français ? Ou la nation des Italiens se situe-t-elle ailleurs dans la sphère politique ?

Ce n'est pas à moi qu'il revient de le dire. Je dirai seulement que même aux pires moments historiques de tension entre la France et l'Italie, à l'époque de Crispi notamment, même en pleine guerre douanière, il y eut une réelle résilience culturelle, académique, intellectuelle et peut-être même économique des relations entre la France et l'Italie. L'un de mes élèves a livré une thèse très importante sur le marché de l'édition française en Italie. Il nous apprend qu'au pire moment des relations franco-italiennes, à la fin des années 1890, les Italiens

continuaient à traduire les Français, à lire les Français, les Français continuaient à lire les Italiens et les échanges universitaires se poursuivaient, malgré les difficultés²⁷. De même l'agrégation d'italien fut créée en France en 1900 au terme d'années de malentendus et de polémiques qui forgèrent la violente crise franco-italienne de la fin du XIX^e siècle²⁸.

Ceci me ramène à mes charges de recteur et me permet de conclure que l'Education et l'Université nourrissent ce qu'on appelle en bon français une « soft-diplomatie » qu'il ne nous faut pas perdre de vue.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Gilles Pécout, de ce passionnant exposé qui nous invite à nous réapproprier cette idée de la nation qui n'est pas le nationalisme.

Je me tourne vers le professeur Lazar qui va nous parler de l'implosion du système politique italien. Mais, à vrai dire, quel système politique n'a pas implosé plus ou moins en Europe ? Il suffit de regarder l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Allemagne même ... ne parlons pas de la Belgique.

On voyait l'Italie comme le laboratoire du futur. L'est-elle toujours ?

Pourquoi Matteo Renzi a-t-il échoué ?

Matteo Salvini représente-t-il une figure de l'avenir ?

Comment analysez-vous ces choses ?

²⁷ Raphael Muller, *Le livre français et ses lecteurs italiens. De l'achèvement de l'unité à la montée du fascisme* (Paris, Armand Colin, 2013).

²⁸ Jérémie Dubois, *L'enseignement de l'italien en France 1880-1940. Une discipline au cœur des relations franco-italiennes* préface de Gilles Pécout (Grenoble, Ellug, 2015).

*L'implosion du système politique italien.
Que penser du populisme comme grille de lecture ?*

Qu'en est-il de l'implosion du système politique ?

La catégorie du populisme est-elle pertinente pour comprendre ce qui se passe actuellement : un gouvernement composé des partis majoritaires, la Ligue (qu'on n'appelle plus la Ligue du Nord) et le Mouvement 5 étoiles.

Tel est le plan en deux parties que j'utiliserai pour traiter le sujet qui m'a été proposé.

L'implosion du système politique

Il est important de prendre la mesure de ce qu'a connu l'Italie : deux implosions de son système politique en un quart de siècle.

La première implosion, survenue en 1994, est parfois désignée en Italie par une formule qui est impropre : « la fin de la Première République ». Elle est impropre parce qu'on n'a pas changé de constitution en Italie, même si quelques amendements ont été apportés à cette constitution.

En réalité, on a assisté dans ce pays à l'écroulement des partis de gouvernement, c'est-à-dire la Démocratie chrétienne, qui était restée au pouvoir depuis 1947 avec ses alliés, le Parti socialiste italien, le Parti social-démocrate, le Parti libéral et le Parti républicain, et à la métamorphose des partis qui appartenaient à l'opposition, le Parti communiste italien qui gérait de nombreuses régions et municipalités et avait été le plus puissant parti communiste de l'Europe occidentale, le Mouvement social italien, le plus important parti néo-fasciste d'Europe occidentale.

Non seulement on a assisté à l'écroulement de ces partis traditionnels de gouvernement et à la métamorphose des partis d'opposition, mais on a vu surgir sur le devant de la scène, d'une part la Ligue du Nord, un parti régionaliste formé depuis 1991, et un nouveau parti, *Forza Italia*, dont le nom même atteste

cette préoccupation de la nation qui va devenir une ressource politique utilisée par Silvio Berlusconi, qui se lance en politique à cette époque-là.

Cette première grande transformation est liée à trois éléments :

Elle est d'une part liée à la révélation du système de corruption mis en place en Italie, dévoilé par un certain nombre de juges, notamment à Milan. C'est ce qu'on a appelé l'affaire *Mani pulite* (Mains propres).

Elle renvoie d'autre part à l'intégration de l'Italie dans un système international (notée par Gilles Pécout) qui fait que l'écroulement du communisme à l'Est a eu un impact direct en Italie. En effet, l'histoire italienne, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, reposait, telle une cathédrale, sur deux grands piliers, la Démocratie chrétienne, majoritaire, et le Parti communiste italien, à l'opposition. Même si ce dernier avait pris ses distances avec l'Union soviétique, l'écroulement du communisme à l'Est s'est répercuté dans la péninsule italienne.

Le troisième élément est le divorce, amorcé dans les années 70, entre la société italienne et ses partis politiques. Or l'Italie a été caractérisée pendant très longtemps par ce qu'on appelait la « partitocratie », c'est-à-dire la puissance des partis. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Italie avait de puissants partis de masse sans équivalent en France (la Démocratie chrétienne, le Parti communiste italien, le Parti socialiste italien) qui encadraient des fractions entières de la société dans certaines régions. En Émilie-Romagne, on naissait communiste et on mourait communiste, comme dans le Nord-Est de l'Italie, du côté de la Vénétie, on naissait et on mourait démocrate-chrétien. On ne votait pas simplement pour une personne, on affirmait son identité. Cette partitocratie, très puissante se marquait par l'insertion des partis dans les institutions de la République, dans cet État dont Gilles Pécout a rappelé l'ambivalence : État fort et État faible, un « État-Janus » en quelque sorte, qui va être « colonisé » par les partis politiques. Or, à partir des années 70, la société, pour différentes raisons que je n'ai pas le temps d'évoquer, cherche à s'émanciper de ces partis.

Que résulte-t-il de ce « Big Bang » du milieu des années 90 ?

D'abord l'alternance. De 1947 jusqu'à 1994, la Démocratie chrétienne avait constamment été au pouvoir. À partir de 1994, à chaque élection nationale (1994, 1996, 2001, 2006, 2008) les partis au pouvoir sont battus et les partis d'opposition l'emportent.

Ces partis sont constitués dorénavant en grandes coalitions (« centre-droit » et « centre-gauche »), qui alternent au pouvoir en dépit d'une grande instabilité

interne à chacune d'entre elles due à la fragmentation des partis politiques qui les composaient. Silvio Berlusconi lui-même quand il est arrivé au pouvoir n'était pas seul : il avait des alliés et devait en permanence faire des médiations entre son projet politique et les partis avec lesquels il gouvernait. Ce système d'alternance et de coalitions instables a duré de 1994 à 2013. À partir de 2007 on a cru que l'Italie pourrait aller vers une sorte de bipartisme entre deux formations : d'un côté, le Parti démocrate, qui regroupait des anciens communistes, des anciens démocrates, des anciens socialistes et, très rapidement, des gens qui n'avaient pas connu cette expérience politique, de l'autre, *Forza Italia*, le parti de Silvio Berlusconi. Cette tentative d'instaurer un bipartisme a fait long feu.

C'est en 2013 que le Mouvement 5 étoiles devient pour la première fois le premier parti politique italien. S'ouvre alors une période de cinq ans où une coalition de centre-gauche est au pouvoir, avec un gouvernement d'Enrico Letta, un gouvernement de Matteo Renzi et un gouvernement de Paolo Gentiloni.

En 2018 surgit le deuxième « Big Bang ». Lors des élections du 4 mars dernier le Mouvement 5 étoiles a confirmé sa première position avec, à la Chambre des députés, 32 % des voix (un électeur sur trois) et la Ligue, devenue la Ligue de Matteo Salvini (on ne parle plus de la Ligue du Nord), obtient 17,2 % (contre 4 % aux précédentes élections). *Forza Italia* et le Parti démocrate subissent une défaite cinglante et entrent dans une période de crise dont ils ne sont pas sortis. C'est alors que se forme un gouvernement étrange. Je rappelle que la Ligue de Matteo Salvini était alliée avec Silvio Berlusconi, une petite formation centriste et un petit parti ouvertement néo-fasciste, *Fratelli d'Italia*, (les Frères d'Italie), tandis que le Mouvement 5 étoiles se présentait seul de son côté, refusant toute idée d'alliance. Malgré cela, ils décident de faire un contrat de gouvernement et proposent un gouvernement au Président de la République, M. Sergio Mattarella.

Deux questions à propos de ces formations : A qui a-t-on affaire ? Que veulent-elles faire ?

Au départ, la Ligue du nord est une formation régionaliste qui a deux grands ennemis, Rome et les méridionaux, *il terroni* (les « culs terreux »), comme le dit à l'époque Umberto Bossi, jouant un vieil antagonisme ancré dans l'histoire de

la difficile formation de l'unité nationale. Cette opposition entre deux Italie devient l'un des principaux argumentaires politiques utilisé par Umberto Bossi, à l'époque le chef de la Ligue du Nord. Cette formation a un deuxième ennemi, *Roma ladrone*, la « Rome voleuse » (c'est donc la critique contre la classe politique) et une sorte de mythe, la Padanie (partie septentrionale de l'Italie), communauté imaginée par la Ligue du Nord avec l'aide de quelques personnalités intellectuelles, guère prestigieuses qui essaient de justifier et de légitimer son existence. À partir de 2013, M. Matteo Salvini, qui a une longue expérience de la politique (c'est un activiste politique depuis sa tendre jeunesse à Milan), s'empare de ce parti en pleine crise (4 % aux élections) qui, éclaboussé par de gros problèmes financiers et des affaires de corruption mettant en cause Umberto Bossi, semble en déclin, en voie de disparition. Il le transforme très rapidement en une formation qui devient la Ligue de Matteo Salvini, personnalisation encore plus accrue qu'à l'époque d'Umberto Bossi, et une Ligue qui se prétend nationale, inspirée en partie par le Front national et d'autres formations d'extrême droite (Matteo Salvini a longtemps siégé au Parlement européen où il a connu les parlementaires de ces partis). Désormais, la Ligue ne parle plus de *Roma Ladrone* ni des *terroni*. Au contraire, Salvini a sillonné le Sud de l'Italie lors des élections de mars 2018 où il a d'ailleurs fait une percée moindre cependant que celle réalisée dans les anciennes terres de gauche historiques. En effet, le centre de l'Italie a toujours été de gauche, socialiste puis communiste après la Deuxième Guerre mondiale. Or la Ligue est présente aussi dans cette partie du pays, en Emilie-Romagne, en Toscane, en Ombrie et dans les Marches. La Ligue aujourd'hui s'attaque essentiellement aux immigrés, cela renvoie à ce qui a été dit tout à l'heure sur la présence immigrée. Le thème de l'anti-immigration était déjà présent dans la Ligue du Nord, il est encore plus fort avec la Ligue de Matteo Salvini. Le deuxième thème déjà présent dans la Ligue du Nord, mais qui devient prééminent, est la critique de l'Union européenne.

J'en profite pour dire un mot dans la continuité de ce qu'a dit Gilles Pécout sur la conception de la nation. Matteo Salvini propose une conception de la nation fondée sur deux éléments : d'une part une définition ethnique de la nation (on est italien parce qu'on est descendant d'Italiens), s'opposant aux propositions du Président Napolitano, que Matteo Renzi avait essayé de faire passer au Parlement, de remplacer le droit du sang par le droit du sol ; d'autre part Salvini se réfère à la religion catholique, non pas celle du pape François mais une religion plus « traditionnelle » (beaucoup plus proche par exemples des

positions de Marion Maréchal Le Pen que de celles de Marine Le Pen) qui l'amène à brandir la bible et le rosaire lors de ses meetings. C'est donc une conception ethnoculturelle de la nation que Matteo Salvini propose aujourd'hui aux Italiens.

A propos du Mouvement 5 étoiles, je voudrais dissiper l'erreur qui consiste, en France, à considérer qu'il serait une formation de gauche. Rien n'est plus faux. Le Mouvement 5 étoiles, créé par le comique Beppe Grillo en 2009, se veut « et de gauche et de droite » ou « ni de gauche ni de droite » et en outre écologique. Les 5 « étoiles » représentent les orientations de ce mouvement qui entend « mettre sous tutelle » l'eau, l'environnement, les transports, l'énergie et le développement durable, autant de thématiques un peu oubliées aujourd'hui dans les politiques publiques impulsées par le gouvernement. Le Mouvement 5 étoiles refuse donc de se situer par rapport à la gauche et à la droite et, par ailleurs, il présente une double caractéristique organisationnelle en combinant de « l'horizontalité » – il n'y a pas de siège physique du Mouvement 5 étoiles, tout se fait sur des plates-formes numériques dont la principale s'appelle, fort symboliquement, « Rousseau », les rencontres ont lieu dans des cafés, dans des lieux publics – et une grande verticalité autour de Beppe Grillo, de son mentor Gianroberto Casaleggio, et, aujourd'hui, de Luigi Di Maio avec Davide Casaleggio, le fils de Gianroberto décédé en avril 2016.

Personne ne peut dire ce qui va se passer maintenant en Italie. Le Mouvement 5 étoiles et la Ligue ont face à eux deux autres partis en pleine crise (*Forza Italia* et le Parti démocrate). Ils ont par ailleurs beaucoup de désaccords entre eux mais ils partagent une ambition commune : faire en sorte que dans les années à venir le bipartisme s'installe en Italie et que les Italiens aient à choisir entre la Ligue et le Mouvement 5 étoiles.

La question du populisme

La notion de populisme est un mot vague, un « mot-valise » qui suscite beaucoup de controverses et a inspiré d'innombrables ouvrages de sociologie, de science politique, d'histoire, de philosophie ou encore de théorie politique...

Le populisme, tel que je l'entends, n'est pas une idéologie structurée mais un certain type de style et un syndrome qui repose sur quelques convictions, quelques croyances, quelques références bien établies :

D'abord l'opposition entre un peuple considéré comme uni, homogène, et des élites elles-mêmes considérées comme homogènes exerçant une domination impitoyable. Ces élites, soupçonnées de comploter en permanence contre le peuple, sont, par exemple, accusées par les populistes d'utiliser l'expertise comme instrument de la domination. D'où la défiance généralisée vis-à-vis des experts y compris sur les questions médicales (ces formations sont souvent hostiles aux vaccins par exemple).

C'est ensuite l'idée qu'il n'y a pas de problème compliqué mais seulement des solutions simples. La vulgarité de certains *leaders* populistes est le critère de cette « authenticité » revendiquée.

La troisième caractéristique de ces formations est la nécessité pour elles de désigner des ennemis (le fondement même de la politique selon Carl Schmitt). Ici les ennemis sont bien ciblés : l'ennemi est vertical (les élites, l'Union européenne) et horizontal (les immigrés). Cette notion d'ennemi permet le recours au registre de l'émotion dont les forces populistes ont besoin.

On pourrait ajouter une temporalité qui est celle de l'urgence. S'il n'y a pas de problème compliqué mais seulement des solutions simples c'est parce que tout repose sur des dichotomies (oui/non, bien/mal, ami/ennemi...) qui sont exactement au cœur des pratiques du populisme.

Tout cela s'accompagne en général de la nécessité d'avoir un *leader* supposé incarner le peuple.

Le dernier point, fondamental, s'applique dans les deux partis dont je parle : c'est l'affirmation que la souveraineté du peuple est sans limite, une souveraineté nationale qui doit reposer sur la pratique de la démocratie directe.

Entendu ainsi, le populisme est une catégorie utile pour comprendre ce qu'il se passe en Italie. La Ligue et le Mouvement 5 étoiles peuvent être qualifiées de populistes.

Des populismes en compétition entre eux, d'où la fragilité de ce gouvernement à terme. À la rivalité entre Matteo Salvini et Luigi Di Maio s'ajoute le fait qu'ils ont des propositions politiques différentes. Le Mouvement 5 étoiles est dans une logique d'assistencialisme dont ne veut pas entendre parler la Ligue. La Ligue est hostile au « revenu de citoyenneté » qui est une revendication du Mouvement 5 étoiles. En effet, leurs intérêts électoraux sont différents. Le Mouvement 5 étoiles a fait une percée exceptionnelle dans le Sud de l'Italie qui n'a pas les mêmes attentes par rapport à ce gouvernement que

l'électorat de la Ligue dont j'ai dit qu'il s'était diversifié mais dont le noyau dur reste le Nord de l'Italie et en particulier les petites entreprises.

On peut se poser la question de savoir si ces désaccords vont aboutir à une rupture. Je ne me prononcerai pas là-dessus, je ne lis pas dans le marc de l'*espresso*, mais on peut penser qu'une rupture interviendra tôt ou tard entre ces deux partis en compétition. En même temps j'insiste sur le fait qu'ils ont trois points d'accord : l'affirmation de la souveraineté nationale, la quasi-sacralisation du peuple et l'hostilité à l'Union européenne.

Comment expliquer que ce gouvernement, issu d'une coalition parlementaire, soit un des plus populaires de l'Union européenne comme le démontrent tous les sondages, au moment où je parle ?

L'une des explications est conjoncturelle : il n'y a pas d'opposition, ce qui facilite la popularité d'un gouvernement. Mais on peut aller plus loin. On a parlé de la situation économique et sociale gravissime de ce pays (il y a aujourd'hui 5 millions de pauvres en Italie). Ce profond malaise économique et social a été négligé. Cela se traduit par le départ de plus de 100 000 jeunes chaque année, ce qui ne fait qu'ajouter au tableau noir de la démographie qui a été présenté.

Une autre explication réside dans la défiance considérable à l'égard de la classe politique traditionnelle. On constate que les alternances n'ont rien changé. D'où la recherche de la nouveauté. Or le Mouvement 5 étoiles et la Ligue se sont présentés comme des éléments nouveaux (bien que M. Salvini soit un politique expérimenté).

Il faut aussi prendre en considération le défi de l'immigration. L'Italie compte 6 millions d'immigrés réguliers (4,5 fois plus qu'en 2001), sans compter l'arrivée des migrants face à laquelle les Italiens ont eu le sentiment d'être abandonnés par d'autres pays de l'Union européenne, à commencer par le nôtre, ce qui n'a fait qu'accroître le sentiment « anti-français » (de nombreux indices révèlent actuellement une hostilité très répandue à l'égard de la France).

On peut ajouter deux éléments liés entre eux :

La critique de l'Europe. L'Italie, naguère le pays le plus europhile, est devenue le pays le plus euro-critique, pour ne pas dire le plus eurosceptique, quand bien même depuis l'installation de ce gouvernement, au mois de juin, la confiance à l'égard de la monnaie européenne, qui était la plus basse de tous les pays de la zone euro, a immédiatement réaugmenté, comme stimulée par la peur d'une sortie de la monnaie unique. Il n'en demeure pas moins qu'il y a un sentiment

très fort de critique à l'égard de l'Union européenne, même si la majorité des Italiens souhaitent rester dans l'Union européenne,

Enfin, il faut prendre en compte l'affirmation « nationalitaire » (je ne dis pas « nationaliste ») qui existe dans la péninsule. Une question récurrente, depuis l'Unité, a surgi de nouveau depuis près d'un quart de siècle du fait de la globalisation, de l'europanisation et du choc migratoire : Qu'est-ce qui fait qu'on est italien ? Avec deux grands types de réponses : celle de Matteo Salvini, la proposition ethnoculturelle autour de la religion catholique, et celle avancée par le Président Napolitano il y a quelques années d'un « patriotisme constitutionnel » (nous devons être fiers de notre nation ouverte à l'Europe et qui défend des valeurs démocratiques expliquait le Président de la République).

Donc tous ces éléments expliquent sans doute la popularité actuelle de ce gouvernement. Nous verrons comment cela évoluera.

Je termine en ouvrant sur deux réflexions.

Que signifie ce qui se passe en Italie ?

L'Italie est un laboratoire des populismes. Les pulsions populistes ont été récurrentes dans l'histoire de ce pays. Si je me limite à la deuxième moitié du XX^e siècle, on pourrait parler par exemple de *L'Uomo qualunque*²⁹ (l'homme ordinaire) mais aussi de beaucoup d'autres épisodes du « style populiste ». Sans doute la récurrence des poussées populistes est-elle liée à la difficile construction de l'unité de la nation et à la quête, dans les périodes de crise, d'un homme fort, d'un homme providentiel, incarnant une forme de *cesarismo* (césarisme). Cela ne signifie nullement que ce pays serait actuellement en train de repartir vers le fascisme, mais, incontestablement, la popularité actuelle de Matteo Salvini provient de ce qu'il entend répondre à cette aspiration à l'autorité qui ne signifie pas une demande d'autoritarisme. Par ailleurs, en Italie, la tradition du libéralisme politique est relativement faible. Cela ne signifie pas que la démocratie italienne soit faible. Au contraire, dans les années 70, la démocratie, confrontée au défi du terrorisme noir et rouge, a vaincu ce terrorisme grâce à la force des institutions et aux mobilisations populaires.

Toutefois, à la différence du passé cependant, le populisme actuel, celui de la Ligue comme celui du Mouvement 5 étoiles, s'avère bien plus puissant et

²⁹ Parti politique italien né autour du journal homonyme *L'Uomo qualunque* fondé à Rome en 1944 par le journaliste Guglielmo Giannini.

vigoureux. De ce fait, selon moi, l'Italie est un laboratoire de ce que j'appelle, dans un livre écrit avec mon collègue Ilvo Diamanti et qui sort au mois de mars 2019 chez Gallimard, la « Peuplecratie ». En Italie, les fondements de nos démocraties libérales et représentatives vacillent. Les populistes imposent leur thématique, leur style, leur manière de faire de la politique, la temporalité de l'urgence et l'idée de la souveraineté illimitée du peuple, pouvant donc s'affranchir des règles et des dispositions de l'État de droit et des contre-pouvoirs divers et variés, le tout reposant sur la révolution du digital, du numérique, qui bouleverse tous les rapports des citoyens à la politique. Cette démocratie « immédiate » veut se dispenser de toutes les médiations. Je ne dis pas que cette « peuplecratie » a triomphé, je dis qu'elle est une potentialité, une dynamique. Le grand enjeu des mois et des années à venir est de savoir si cette « peuplecratie » emportera l'Italie – et peut-être d'autres pays – vers des modèles du type hongrois ou polonais de démocratie « illibérale » où les électeurs votent mais où, après, les gouvernements restreignent les libertés, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui en Italie.

La question qui se pose, et à laquelle personne n'est aujourd'hui en mesure de répondre, est donc de savoir si la démocratie libérale et représentative italienne sera capable de relever ce défi, comme elle l'avait fait dans les années 1970 alors qu'elle était menacée par la vague terroriste d'ultra gauche et d'ultra droite ?

Conclusion et débat

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

La crise italienne, miroir de la crise européenne ?

Merci, Monsieur le professeur, de cet exposé brillant, très suggestif.

Permettez-moi quelques questions et observations qui sont le fait autant du politique que de l'intellectuel que j'essaye d'être quelquefois.

Tout d'abord je constate que toutes les nations européennes sont en crise plus ou moins profonde, l'Italie peut-être plus que d'autres en raison de sa situation économique et de son « hiver démographique ».

On peut s'interroger sur les raisons qui font que partout en Europe on observe l'implosion du système politique. En Espagne le PP (Parti populaire) et le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) sont menacés d'être remplacés par d'autres formations. L'Allemagne n'est pas épargnée par la montée de l'extrême-droite, pas plus que la Grande-Bretagne. En France l'implosion du système politique a été un peu dissimulée par nos institutions, avec l'élection d'Emmanuel Macron comme Président de la République en 2017. Mais on s'aperçoit que cette élection ne règle pas complètement le problème et que nous sommes aussi concernés. La montée de l'extrême-droite n'est pas sans lien avec le problème de l'immigration mais elle traduit des fractures croissantes au sein de la société française.

Vous avez dit justement que deux conceptions de la nation s'affrontent de manière plus ou moins ouverte... Peut-être pas assez ouverte parce que le modèle de la nation civique auquel je me rattache, très minoritaire, n'est pas porté par les élites politiques françaises de droite ou de gauche depuis trente ans au moins.

Pour illustrer le modèle ethnoculturel, vous avez évoqué Matteo Salvini brandissant la bible dans ses meetings. Je voudrais rappeler que, lorsque je fis, avec une petite délégation du CERES, le voyage de Rome (à l'initiative d'Hugues Portelli, alors membre du CERES, devenu depuis sénateur LR) il y a presque

quarante ans, nous étions très intéressés par l'idée, portée par Gramsci, d'un compromis avec l'idéologie dominante qui, en Italie, est religieuse et donc avec ce qui deviendra la démocratie chrétienne. Mais Gramsci réfléchissait dans les années 30. Nous avons essayé nous-mêmes de transposer ce modèle en France. En effet, nous voulions que l'Union de la gauche ne soit pas seulement l'héritière de la gauche mais reprenne l'héritage du gaullisme. C'était une transposition d'une situation qui n'était pas celle de l'Italie, qui était celle de la France, et par rapport à une histoire bien différente.

On pourrait s'étonner que le même Salvini qui brandit sa bible ferme les ports aux migrants. Mais n'ayons pas une approche trop simpliste de l'énorme problème des migrations. Le choc démographique qui est devant nous est immense ! On parle beaucoup de sauver la planète mais il faudrait peut-être se poser la question de savoir ce qu'on fait par rapport au « choc démographique ». La population de l'Afrique atteindra 2 milliards de personnes en 2050 et peut-être à 4 milliards, si tout continue comme ça, en 2100.

Je dirai qu'il faut introduire des variables par rapport aux nations d'origine et peut-être aider ces États à devenir de véritables nations, avec un sentiment d'appartenance, un patriotisme, un civisme, ce qu'elles ne sont pas toujours, même rarement. En Afrique, il y a encore beaucoup de chemin à faire.

Le problème de la société d'accueil et de sa capacité à accueillir se pose également. On ne peut pas faire comme si ce problème était simple. Et là je vous parle comme ancien ministre de l'Intérieur. J'ai fait des régularisations, trop aux yeux de certains. J'avais calibré les choses de manière rationnelle sur la base de critères d'intégration. Mais, en même temps, j'ai dû faire passer, contre une partie de la majorité qui soutenait le gouvernement d'alors, la loi RESEDA³⁰. On peut penser ce qu'on voudra de cette loi mais j'ai dû batailler ferme pour imposer des notions comme « réserve faite de l'ordre public » parce que toute une partie de la gauche (les Verts, les communistes et une partie du Parti socialiste) votait contre. C'était difficile.

Je pense que seul un rôle républicain solide – on a parlé de « nation civique » – peut empêcher une dérive vers l'extrême-droite et vers un nationalisme ethnoculturel.

Nous vivons une crise majeure dont il ne faut pas sous-estimer l'ampleur. Elle ne va pas se terminer du jour au lendemain. Mais si ce désordre violent se

³⁰ La loi n° 98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile, dite loi RESEDA ou loi Chevènement.

développe, à terme, bien évidemment il fera le jeu de l'extrême-droite. Je vois bien qui représente l'ethno-nationalisme culturel mais il me semble qu'il est extrêmement difficile à réaliser compte tenu du fait que la gauche, dans sa quasi intégralité, n'a pas tenu sur la ligne du républicanisme civique, le Parti communiste ayant lui-même versé dans un modèle qui n'était pas son modèle plus ou moins gauchiste traditionnel. La gauche s'est convertie aux idées de Terra Nova : l'addition des minorités, le modèle multiculturel... La situation est donc grave en profondeur.

À propos de votre développement sur le populisme, je rappellerai que le Titre I de la Constitution s'intitule « De la souveraineté ». La souveraineté du peuple, est la base de la démocratie. Lors d'un de nos récents colloques, intitulé « Le droit contre la loi »³¹, M. Jean-Éric Schoettl a montré dans un excellent exposé que le juge n'est plus la « bouche de la loi » mais que c'est la loi qui désormais s'aligne sur le juge, du fait de la prolifération de normes et de règles qui procèdent non pas du suffrage universel, non pas d'une autorité qui serait responsable devant le peuple, mais de directives européennes transposées par le Parlement (Jacques Delors les évaluait à 80 % de la législation). On doit aussi parler de la prolifération des instances administratives indépendantes qui, au nom de l'expertocratie, ont confisqué au Parlement la possibilité de définir des règles. Il y a deux manières d'en finir avec une démocratie, soit par la dictature, soit en nommant une commission qui, au nom de la technique, va étouffer la démocratie, disait Mendès-France. Il me semble que ces questions sont trop difficiles et générales pour être traitées à la fin d'un débat qui concerne spécifiquement l'Italie.

La France reconnaît traditionnellement les États. Les gouvernements passent mais ceux que nous considérons comme nos interlocuteurs normaux dans la vie internationale, ce sont les États. Il est important pour la France de maintenir des liens étroits avec l'Italie. On ne peut pas se couper d'une nation qui est à beaucoup d'égards la plus proche de nous. Peut-être entretenons-nous une relation un peu passionnelle mais nous sommes liés par une affection profonde

³¹ « *Le droit contre la loi* », colloque organisé par la Fondation Res Publica le 22 octobre 2018, avec Mme Marie-Françoise Bechtel, Mme Anne-Marie Le Pourhiet, M. Jean-Éric Schoettl, M. Jean-Michel Quatrepoint, M. Marcel Gauchet et M. Jean-Pierre Chevènement.

et une certaine similitude d'esprit, malgré les différences qui sont réelles. J'entends qu'un traité est en négociation, le traité du Quirinal, qui serait l'équivalent du traité de l'Élysée. L'année 2019, qui sera l'année Léonard de Vinci, sera aussi l'année d'un grand sommet. Je crois qu'il faut maintenir cette ligne. Il faut éviter d'idéologiser à l'excès les rapports d'État à État.

La souveraineté nationale, qu'il faut éviter de diaboliser, doit pouvoir s'exercer. Lors d'un colloque sur l'Europe³² organisé par la Fondation Res Publica, M. de Boissieu, qui fut notre Représentant permanent à Bruxelles pendant des lustres, a rappelé que la subsidiarité, concept fondamental, veut que l'on rende aux États les pouvoirs et les capacités d'action qui leur permettent d'assurer leurs missions essentielles de protection. Il parlait, sans être désapprouvé, devant deux autres anciens Représentants permanents de la France à Bruxelles, M. Sellal et M. Vimont. Des problèmes et des insuffisances affaiblissant l'Europe avaient été reconnus. M. Sellal a évoqué la possibilité « d'agir en dehors des institutions actuelles à chaque fois que nous voulons faire quelque chose avec tel ou tel partenaire ». Il a évoqué la possibilité d'un « traité à l'intérieur du traité ». On sent bien qu'un certain remodelage est nécessaire. L'Union européenne ne peut pas se féliciter du bilan global : la plupart des nations sont en crise, notamment les cinq plus importantes d'entre elles, à l'Ouest du continent (je ne parle pas des pays d'Europe centrale et orientale qui, bien qu'ils appartiennent à l'Union européenne, ont une autre histoire). L'Acte unique n'est pas sans défauts, la monnaie unique a également un certain nombre de vices constitutionnels dont M. Naulot a décrit les effets. En effet, les mouvements de capitaux ne se font pas dans le sens qu'on aurait souhaité et les divergences se creusent là où on attendait de la convergence.

Il faut se poser ces problèmes. Nous sommes là pour réfléchir et pour exercer notre jugement... *Sapere aude* (Ose penser par toi-même). Toutes ces questions sont sur la table et on ne gagnerait rien à les éviter ou à les traiter d'une manière excessivement idéologique. Ce sont des problèmes réels. Et il faut mettre bout à bout tous les exposés que nous avons entendus ce soir pour aller vers des solutions pragmatiques. Si on pouvait donner un conseil à ceux à qui on aimerait donner des conseils, ce serait d'aborder tout cela avec beaucoup de

³² « *L'Europe, comment ça marche et comment la redresser ?* », colloque organisé par la Fondation Res Publica le 20 mars 2018, avec M. Alain Dejammet, M. Pierre Sellal, M. Pierre de Boissieu, M. Pierre Vimont et M. Jean-Pierre Chevènement.

pragmatisme, de façon à faire en sorte que l'Europe puisse passer ce cap difficile qui est la rançon de tout ce que nous avons vécu depuis au moins trente ans. Le malaise qui s'exprime dans notre pays ne s'est pas développé sous les dix-huit mois du quinquennat commençant d'Emmanuel Macron. Il vient de beaucoup plus loin.

Je dirai qu'il faut essayer d'aborder toutes ces questions avec un esprit de doute méthodique pour en tirer des solutions s'approchant autant que possible du rationnel.

Je donne la parole à Monsieur le conseiller politique de l'ambassade d'Italie.

STEFANO CANZIO

Tout d'abord, je veux remercier la Fondation Res Publica pour cette rencontre au nom de l'ambassadeur Teresa Castaldo qui malheureusement ne pouvait participer à ce colloque.

Sur le plan de la méthode, cette rencontre est très importante parce qu'elle permet de confronter les représentations que chacun de nos pays a de l'autre. Nous sommes si proches que nous croyons bien nous connaître. Le débat a permis de noter des idées auxquelles parfois même notre peuple ne réfléchit pas suffisamment.

Je crois qu'en Europe, le fil rouge est aujourd'hui l'efficacité de la politique. La plupart des pays démocratiques, surtout en Europe, se trouvent face à un défi : la politique doit démontrer qu'elle est toujours à même d'être efficace à des citoyens dont beaucoup cherchent désormais l'information et les solutions sur internet, sur les réseaux sociaux. L'Italie, comme d'autres pays en Europe, vit ce défi, on doit le reconnaître et on est en train de l'affronter.

Vous avez parlé de la résilience économique. Le cadre italien est compliqué. Sans nier les chiffres, qui doivent être interprétés, je suis très fier de voir comment les entreprises, qui constituent le tissu économique, ont su parfois résister à des pressions, à des situations très difficiles, en dépit d'un euro surévalué qui, comme cela a été dit, n'est pas la monnaie idéale pour l'économie

italienne vu sa vocation à l'exportation. La résilience est un mot-clef, me semble-t-il, pour comprendre l'Italie.

Sur le plan des relations bilatérales, je partage absolument ce que vous avez dit. Ces relations bilatérales ont une ampleur que nous-mêmes, Français et Italiens, n'imaginons pas. Il faut donc travailler sur la relation franco-italienne et, comme vous l'avez dit, désidéologiser certaines crispations qui sont tout à fait normales. Nous sommes des diplomates, des professionnels du dialogue, nous savons qu'un peu de dialectique peut stimuler la relation.

Je voudrais terminer sur cette idée de positivité dans les relations.

Je vous remercie encore pour cette rencontre.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur le conseiller de l'honneur que vous nous avez fait de représenter votre pays au colloque de la fondation Res Publica. Comme le disait le recteur Pécout, il y a des invariants dans l'histoire, il y a aussi des invariants dans les rapports entre la France et l'Italie. Tâchons de tenir bon là-dessus. Je n'ai pas parlé du Lyon-Turin³³, de la coopération navale, de beaucoup d'autres choses qui sont des dossiers très concrets sur lesquels il faudrait essayer d'avancer. Mais on ne peut pas tout dire.

FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE

Je demanderai à M. Lazar un petit commentaire sur les propos tenus aujourd'hui par Matteo Salvini : « Macron n'est plus mon adversaire. Il n'est même plus un problème pour moi, il est un problème pour les Français ».

C'est vrai qu'il y a une compétition symbolique, une désignation sinon de l'ennemi du moins du repoussoir. Certains voudraient ranger les « gilets jaunes » dans la catégorie des populistes. Nous pourrions avoir un long débat là-dessus.

³³ L'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin a été signé à Rome le 30 janvier 2012.

Cette compétition symbolique n'est-elle pas en train de se cogner sur le radeau du réel ?

MARC LAZAR

D'après moi, Matteo Salvini est en train de passer par une deuxième étape. La première a été de transformer la Ligue du Nord en Ligue nationale. Il a abordé la deuxième en juillet dernier quand, dans son discours à l'occasion du rassemblement annuel de son parti souverainiste à Pontida, il a lancé l'idée d'une « Ligue des Ligues en Europe », réunissant les mouvements « qui veulent défendre leurs frontières ». Pour apparaître comme le grand dirigeant qui rassemblerait les populistes, il lui fallait trouver un adversaire, pour ne pas dire un ennemi. Et il a désigné Emmanuel Macron, lequel avait lui aussi besoin, dans la perspective des élections européennes, d'avoir un grand adversaire, un grand ennemi : ce serait le couple Salvini-Orban. Matteo Salvini est un redoutable communicateur qui *twitte* plus vite que son ombre, qui est sur *facebook* en permanence. Il utilise cette arme de la communication et prend un malin plaisir à faire remarquer que les indices de popularité d'Emmanuel Macron sont inversement proportionnels à ceux dont il bénéficie. Car, si le Gouvernement est à 55 % de confiance, lui-même est à 60 % et une majorité d'Italiens considèrent qu'il est l'homme fort, l'homme du futur de l'Italie.

DANS LA SALLE

Ma question porte sur la question méridionale. On a tendance à considérer qu'il y a une Italie du Nord qui est plus productive, mieux insérée dans la mondialisation, et une Italie du Sud qui reste à l'écart. D'un point de vue macro-économique, l'Italie du Nord a-t-elle mieux résisté à la crise et à l'euro ?

JEAN-MICHEL NAULOT

L'Italie du Nord a une tradition industrielle très forte mais il y a de moins en moins de grandes entreprises. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne voient

régulièrement une vingtaine de groupes figurer dans les classements des grandes firmes multinationales. En Italie on en retient une !

Il n'est pas étonnant que *Cinque Stelle* remporte des succès électoraux dans le Sud parce que le tissu industriel y est désormais très faible.

Je ne sais pas s'il existe des études qui établissent des corrélations entre le cours de l'euro et l'évolution de l'industrie mais, que ce soit en Italie du Nord ou en Italie du Sud, le constat sur l'évolution de l'industrie est alarmant. Pour suivre le cours de l'euro et voir s'il est sous-évalué ou surévalué pour un pays comme l'Italie, je me fie aux études du FMI, qui, internationales, sont censées être objectives. Les deux premières lignes d'un rapport du FMI que je vous ai lues exprimaient un simple constat, sans établir un lien de causalité : la convergence entre les pays de la zone euro s'est arrêtée net dès l'introduction de l'euro. C'est aussi ce qu'observait Jean-Pierre Chevènement.

Mais on ne peut nier que cela pose question.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci beaucoup, M. Naulot.

Merci à nos intervenants qui ont tous été remarquablement brillants.

PUBLICATIONS RECENTES

L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN

Colloque du lundi 1^{er} février 2016

ETATS-UNIS, HORIZON 2017

Colloque du lundi 18 avril 2016

INTEGRATION, LAICITE, CONTINUER LA FRANCE

Colloque du lundi 23 mai 2016

OÙ VA L'INDE ?

Colloque du lundi 6 juin 2016

**LES EVOLUTIONS DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER
MONDIAL**

Colloque du lundi 4 juillet 2016

**LA DEMOGRAPHIE EN EUROPE
ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES**

Colloque du lundi 24 octobre 2016

**L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETE PAR LE PEUPLE :
LIMITES, SOLUTIONS**

Colloque du lundi 14 novembre 2016

QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?

Colloque du lundi 12 décembre 2016

**VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION,
MYTHE OU REALITE ?
QUELLE STRATEGIE POUR LA FRANCE ?**

Colloque du lundi 6 mars 2017

ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE

Colloque du lundi 20 mars 2017

OU VA LA TURQUIE ?

Colloque du lundi 29 mai 2017

CIVILISATION, AVEC OU SANS 'S' ?

Colloque du lundi 22 mai 2017

OU VA LA TURQUIE ?

Colloque du lundi 29 mai 2017

L'AVENIR DES RELATIONS GERMANO-AMERICAINES

Colloque du lundi 18 septembre 2017

MAX GALLO, LA FIERTE D'ETRE FRANÇAIS

Rencontre-hommage du mardi 21 octobre 2017

L'ECOLE AU DEFI DE L'INTEGRATION REPUBLICAINE

Colloque du lundi 27 novembre 2017

LE MOMENT REPUBLICAIN EN FRANCE ?

Colloque du lundi 11 décembre 2017

QU'Y-A-T-IL DANS LE CHAUDRON DU MOYEN-ORIENT ?

Colloque du lundi 12 février 2018

DESERTIFICATION ET REANIMATION DES TERRITOIRES

Colloque du mardi 27 février 2018

L'EUROPE, COMMENT CA MARCHE ET COMMENT LA REDRESSER ?

Colloque du mardi 20 mars 2018

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE, LA STRATEGIE DE LA CHINE

Colloque du lundi 4 juin 2018

FAKE NEWS, FABRIQUE DES OPINIONS ET DEMOCRATIE

Colloque du mercredi 20 juin 2018

L'EUROPE FACE A L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN

Colloque du lundi 24 septembre 2018

LE DROIT CONTRE LA LOI

Colloque du lundi 22 octobre 2018

**ORDOLIBERALISME, MERCANTILISME ALLEMAND ET FRACTURES
EUROPEENNES**

Colloque du 19 novembre 2018

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica, **Joachim Imad et Nathan Crespy**, « **Une vue d'ensemble sur les relations commerciales internationales** », août 2018.
- **Franck Dedieu**, responsable du développement de la Fondation Res Publica : « **La fin d'un modèle économique, le nouveau départ d'un autre ?** » (suite au colloque du 4 juillet 2016 sur « Les évolutions du contexte économique et financier mondial »)
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Où va l'Afrique ? Pour une approche réaliste** » (suite à la matinée d'échanges du 8 juin 2016 autour de **Sylvie Brunel** Professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, auteure de « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* » (Sciences humaines ; 2014)
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et **Pierre Hess**, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, Docteur en géopolitique, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, Docteur en géopolitique au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Que peut faire la France en Afrique subsaharienne ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)

NOTES DE LECTURE :


Parues récemment :

- « **Le couple franco-allemand n'existe pas** » note de lecture du livre de Coralie Delaume, *Le couple franco-allemand n'existe pas. Comment l'Europe est devenue allemande et pourquoi ça ne durera pas* (Michalon, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'Etat (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica
- « **Une approche réaliste des problèmes internationaux** », note de lecture du livre d'Hubert Védrine, *Comptes à rebours* (Fayard, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'Etat (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica
- « **Les nouvelles routes de la soie et les ambitions mondiales de la Chine** », note de lecture du livre d'Alice Ekman (dir.), *La Chine dans le monde* (CNRS éditions, 2018), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- « **Déchiffrer le monde** », note de lecture du livre de Thierry de Montbrial, *Vivre le temps des troubles* (Albin Michel, 2017), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'Etat (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica
- « **La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite : une 'industrie idéologique'** », note de lecture du livre de Pierre Conesa *Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont, 2016), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- « **Vers un monde hyper industriel** », note de lecture du livre de Pierre Veltz *La société hyper-industrielle – Le nouveau capitalisme productif* (Le Seuil, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- « **La concorde civique face au spectre de la guerre civile** », note de lecture du livre de David Djaiz *La guerre civile n'aura pas lieu* (Editions du Cerf, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en avril 2019